

LE
MONDE

Libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste



N° 209 FEVRIER 1975 — Prix 3 F

Bourgeoise ou populaire

UNE SEULE RÉFORME
DE L'ARMÉE :



SA SUPPRESSION!

TERRORISME v.p. 3

Fo P 2520

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE

LOUISE-MICHEL
10, rue Robert-Planquette,
à 20 h 30

Le mois dernier les cours ont porté sur le mouvement ouvrier et syndical en Europe de la 1^{re} Internationale à nos jours. Roland Bosdeveix nous a parlé du mouvement syndical français entre les deux guerres. Thierry a analysé le mouvement ouvrier en Europe (Allemagne, Suède, Etats-Unis...). Aude nous a montré sous un nouveau jour le mouvement anarchiste en Ukraine. Notre camarade Nicolas qui devait nous parler de l'implantation et de l'action des anarchistes dans les soviets n'a pu venir pour de graves raisons de santé, nous vous prions donc de nous excuser une fois de plus.

Durant ce mois de février Maurice Joyeux traitera des mouvements de jeunes et leurs rapports avec le mouvement libertaire. Notre camarade Fabra nous montrera une figure d'un militant de la C.N.T. durant la révolution espagnole.

JEUDI 6 FEVRIER :

L'anarchie et la révolte de la jeunesse
par Maurice JOYEUX
(auteur du livre : « L'anarchie et la révolte de la jeunesse »).

JEUDI 27 FEVRIER :

La C.N.T. dans la révolution espagnole à travers l'action d'un de ses militants : MERAT
par Fabra

JEUDI 6 MARS :

Psychanalyse du marxisme par Mathilde Niel
(auteur du livre « Psychanalyse du marxisme »).

COLLOQUES - DEBATS à 17 h 30

groupe Louise-Michel
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
M^o : Abbesses ou Blanche

SAMEDI 8 FEVRIER

Les Prisons
par Serge Livrozet
(du C.A.P.)

SAMEDI 22 FEVRIER :

Technique et société
par Pierre SAMUEL
(des amis de la terre)
SAMEDI 1^{er} MARS :
La situation au Portugal
par une délégation du groupe L. Michel
de retour de Lisbonne.

Le groupe DELGADO-GRANADOS de Rouen organise le jeudi 6 février, à 20 h 30 précises, une *réunion-débat* Le Pouvoir et la Représentativité à la faculté des sciences de Saint-Aignan Bât. de math.

Le directeur de la publication Maurice Laisant
Imp. « E.P. »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

Diffusion S.A.E.M.
Transports Presse
Commission paritaire : N° 55.635
Dépôt légal 1^{er} trimestre 1975

TOURS

Le Groupe de Tours organise des *exposés* suivis de *débats*, et animés par les membres du groupe, à l'intention des sympathisants anarchistes.

Pour le local, s'adresser aux militants du groupe de Tours. Cercle d'Etudes libertaires
Vendredi 14 février (20 h 30)

Pédagogie : les théories et expériences anarchistes (Proudhon, Robin, Ferrer)
par Jacob

Vendredi 28 février (20 h 30)
Exposé général sur l'histoire du mouvement libertaire espagnol (étude très détaillée)

par Roland Irribarria
Vendredi 14 mars (20 h 30)
Aspects novateurs et traditionnels de la pédagogie Freinet
par Gérard Linneraud

La Commission contraception avortement éditée :

« Semons l'anarchie n° 5 »
LA VASECTOMIE (Stérilisation masculine)
Pourquoi la vasectomie ?
Qu'est-ce que la vasectomie ?
Des adresses de centres
Le numéro : 2 F
Abonnement 6 numéros : 10 F
Les camarades qui veulent nous aider à les diffuser peuvent en obtenir 10 pour 10 F.

Un numéro gratuit sera adressé à ceux qui en feront la demande à :

Noël LEROUX
44400 REZE
47 bis, rue Henri-Barbusse

En vue de réaliser un montage audio-visuel sur l'Espagne libertaire 36-39 le groupe Jules Durand, du Havre, recherche tous documents pouvant lui être utiles : photos, musiques, films, chansons, textes inédits, etc. S'adresser aux R.I. qui transmettront.



La librairie Publico tient à votre disposition les collections reliées du Monde Libertaire des années 1973 et 1974

Le groupe libertaire Germinal communique les numéros gagnants de sa tombola
1^{er} prix : 34 série jaune
2^e-6^e prix : 9 série bleue — 55, 69 et 70 série rouge, 19 série jaune.

COMMUNIQUE

Jacques Montereau a été arrêté comme insoumis le 10 janvier 1975 à Roanne, il avait déserté en 1974 et avait été amnistié par Giscard. Il avait jusqu'au 1^{er} janvier pour rejoindre son affectation. Jacques a refusé ! Ecrivons-lui pour lui donner notre soutien moral.

Jacques Montereau
prison militaire de Myere
83 MYERE

Le groupe d'Action libertaire de La Rochelle nous présente une étude de *Principes d'organisation d'une Société anarcho-syndicaliste*.

Cette brochure est disponible en s'adressant au Groupe d'action libertaire de La Rochelle, 3, rue Ternaux 75011 Paris
Prix : 3 F.

PRES DE NOUS
TOUS LES MERCREDIS à 18 heures précises
COURS D'ESPERANTO au local du groupe « Louise-Michel »
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris

Groupes de la Fédération Anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN
OYONNAX. Groupe Libertaire.
BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.
ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY.
Groupe Anarchiste.
ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE
Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communaux.
ALPES-MARITIMES
NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.
BOUCHES-DU-RHONE
MARTIGUES. Liaison F.A.
SALON DE PROVENCE.
Liaison F.A.
CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.
LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.
CHER
VIERZON. Liaison F.A.
COTE-D'OR
DIJON.
Groupe Libertaire Sébastien Faure.
COTES-DU-NORD
GUINGUAMP. Présence Anarchiste.
DOUBS
BESANÇON.
Groupe Bisontin. Groupe Proudhon.

DROME
EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.
BONNEVAL. Liaison Anarchiste.
GIRONDE
BORDEAUX
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.
Le groupe Sébastien-Faure se réunit chaque mois sur convocation. Une permanence se tient tous les mercredis de 18 h à 20 h au siège, 7, rue du Muguet, ouverte aux camarades et à tous les sympathisants libertaires.
HERAULT
MONTPELLIER. Liaison F.A.
ILLE-ET-VILAINE
RENNES. Groupe Libertaire.
INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.
AMBOISE. Liaison F.A.
LOIRE
SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.
Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».
LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES. Groupe Anarchiste.
Pour tous contacts écrire à N. Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 Rezé.
Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piau, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.
LA BAULE. Liaison F.A.
LOIR-ET-CHER
VENDOME. Liaison F.A.
BLOIS. Groupe Anarchiste.
MER. Liaison F.A.

LOT
GOURDON. Groupe Anarchiste.
LOT-ET-GARONNE
AGEN.
Groupe Increvable Anarchie, éditée « L'Increvable anarchie ».
LOZERE
MARVEJOLS. Liaison F.A.
MAINE-ET-LOIRE
ANGERS.
Liaisons F.A.
DURETAL. Liaison F.A.
MORBIHAN
VANNES. Groupe Anarchiste.
LORIENT. Groupe Anarchiste.
MEURTHE-ET-MOSELLE
NANCY.
Liaison F.A.
MOSELLE
METZ. Groupe Libertaire.
NIEVRE
NEVERS. Liaison F.A.
NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Kronstadt.
Groupe Tahza.
PAS-DE-CALAIS
LENS. Groupe François Villon.
PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND.
Liaison F.A.
PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Anarchiste.
PYRENEES-ORIENTALES
PERPIGNAN.
Groupe l'intransigeant.
RHONE
LYON.
Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.
BOLBEC LILLEBONNE.
Groupe Libertaire.
ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.
SOMME
AMIENS. Groupe Anarchiste.
VAR
TOULON.
Groupe Anarchiste.
VAUCLUSE
AVIGNON. Liaison F.A.
VIENNE
POITIERS.
Collectif libertaire.
LIMOGES.
Liaison F.A.
YONNE
AUXERRE-AVALLON.
Groupe Anarchiste.
PARIS
GROUPE SOLEIL NOIR.
LIAISON DES POSTIERS - EDITE « GESTION DIRECTE ».
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.
Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire à : Maurice JOYEUX, 24, rue Paut-Albert, Paris-18^e ou téléphoner au 076-57-89.

13^e, 5^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO DURRUTI.
13^e, 14^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB.
15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL
20^e arrondissement
GROUPE LYCEAN ANARCHISTE
BANLIEUE SUD
GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-Reine.
GROUPE ANARCHISTE.
Orsay-Bures
GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-ANTONY.
GROUPE MASSY-PALaiseau, en formation.
GROUPE MAKHNOVITCHINA - Paray-Vieille-Poste.
CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POULENC - Vitry-sur-Seine.
GROUPE NESTOR MAKHNO - Bruy, Chennevières.
BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Seine-Saint-Denis Sud. Vincennes.
BANLIEUE NORD
GROUPE LA BOETIE - Nord des Hauts-de-Seine - Accueil : salle du centre administratif, place de la Mairie, Asnières, 2^e et 4^e mercredi du mois, à 20 h 30.
GROUPE ANARCHISTE DE POISSY - en formation.
TRESORERIE
ENVOYEZ VOS FONDS A :
YVONNE DALMENECHES
C.C.P. 14 277 86 PARIS.

N° 209	Pages
EDITO	
Terrorisme et répression	3
EN DEHORS DES CLOUS	
L'Internationale bleue par P.V. Berthier	4
Parole, s'il vous plaît par le Père Peinard	4
ACTUALITES SOCIALES	
La doctrine « sociale » de l'Eglise par Bernard	5
René Lourau ou de la parole aux actes par Gérard Linneraud	6
La torture par Alain	6
ACTUALITES SYNDICALES	
C.F.T. : fascisme par B. Lanza	7
De la conception léniniste du syndicalisme par J.P. Germain	7
ETUDES	
Du Taylorisme à la psychologie moderne par P. Pidutti	8-9
L'énergie nucléaire par Alain Deveau	16
TRANSPORTS	
Qui nous roule ? par la commission « transports »	10
INFORMATIONS INTERNATIONALES	
Portugal par G. Fresnes - Antony	12
Allemagne de l'Ouest, etc.	13
LITTERATURE	
La société abstraite par M. Niel	14
CLASSIQUE DE L'ANARCHIE	
Ceux d'hier : P. Besnard par R. Chenard	15

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

France :
6 numéros 15 F
12 numéros 30 F
sous pli fermé :
6 numéros 22,20 F
12 numéros 44,40 F

Etranger :
6 numéros 19 F
12 numéros 38 F
Par avion :
6 numéros 24 F
12 numéros 48 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Code postal :

A partir du numéro

Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :
 Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre

EDITO

TERRORISME ET RÉPRESSION

C'est le temps du plastique chantait Léo Ferré ! Le terrorisme n'est pas une philosophie, c'est un moyen employé par l'Etat, soit par des groupes auxquels l'Etat interdit de s'exprimer à l'aide des moyens d'information modernes dont il a le contrôle. Ainsi les Etats arabes, qui devant l'opinion publique condamnent le terrorisme, le nourrissent, l'entretiennent et lui servent de refuge ce qui confère le caractère abominable et hypocrite de tout terrorisme d'Etat quelle que soit la façon dont il se manifeste. Ainsi en Irlande la bombe supplée au journal quotidien à grand tirage et au monopole télévisé c'est le terrorisme populaire souvent aveugle. Enfin, le terrorisme révolutionnaire anonyme dans son principe abat le bourreau, déblaye le chemin, tue en Italie un chef de police qui a défenestré un militant révolutionnaire. Tous les Etats, comme tous les groupes minoritaires qui se considèrent comme opprimés, ont employé ou emploieront le terrorisme qui est affaire de circonstance et le verbiage moralisateur n'a rien à voir dans cette affaire.

Nous, anarchistes, nous ne sommes ni pour ni contre le terrorisme ! Nous le constatons, comme nous constatons que le système économique avec son appareil le rend dans certaines circonstances inévitable. Ce sont les sociétés de classes avec leurs contraintes qui en portent l'entière responsabilité. L'Etat pratique le terrorisme lorsqu'il prétend le condamner, car la raison d'Etat justifie aux yeux de l'appareil politique ce que la morale publique réprouve officiellement.

Le terroriste est un homme isolé, en marge qui assume la pleine responsabilité de son acte, il est à l'extérieur de l'organisation révolutionnaire qui refuse de se laisser placer par lui devant le fait accompli. Cette situation est ambiguë ! Devant le terrorisme, l'un comme l'autre en ont conscience. En dépit du bavardage révolutionnaire l'attitude du mouvement ouvrier envers « SES » terroristes n'est pas fondamentalement différente de celle de l'Etat avec les « SIENS ». On a là, un exemple typique des relations entre groupes et individus qui sont un reflet de l'antagonisme permanent des hommes envers les groupes même s'ils sont de même formation intellectuelle.

Devant les foules, les groupes révolutionnaires et les Etats condamnent le terrorisme. Mais aucun Etat, aucun groupe révolutionnaire ne peut prétendre rejeter définitivement le terrorisme. Prêtres ou officiers, politiciens ou révolutionnaires, hommes ou femmes, chacun de ces groupes à un instant de l'histoire a employé ou emploiera le terrorisme. Le terrorisme est un éczéma qui pousse sur le corps pourri d'un système qui n'en finit pas de crever.

Le terrorisme engendre la répression. Dès l'instant où le terrorisme est dans les mains de l'appareil de coercition de l'Etat, la nature de l'acte passe au second plan, s'efface devant la mise en marche de l'outil qui dans l'Etat broie impitoyablement toute opposition à son autorité de classe. C'est à cet instant que le mouvement ouvrier, que les anarchistes, en dehors des jugements divers qu'ils peuvent porter sur l'acte, assument leur solidarité de classe avec une victime du despotisme du système et par là même en dehors des appréciations sur tel ou tel acte terroriste, et même s'ils reconnaissent que dans certaines circonstances le terrorisme est nuisible au développement du mouvement révolutionnaire, ils désignent le véritable coupable de l'acte terroriste : le système capitaliste et son Etat de classe.

Le terrorisme comme la répression ont leurs « petites sœurs des pauvres ». Autour de l'acte terroriste s'agglutine toute une faune qui considère que le terrorisme est devenu leur chose ! Ils sont dans la situation de ces spectateurs de cinéma qui vibrent aux exploits des héros de western et qui mouillent leur culotte en rentrant chez eux le soir. Le terrorisme est chose sérieuse, tragique même car ce qui est en jeu c'est la vie, la vie de celui qu'on abat ou celle que l'exécuteur des hautes œuvres attend et le folklore n'a rien à voir dans cette tragédie.

La lutte contre la répression est un devoir pour toutes les organisations révolutionnaires, pour toutes les organisations anarchistes. Mais le caractère que prendre cette lutte c'est l'organisation révolutionnaire qui le détermine elle-même à travers deux critères, l'intérêt de la victime de l'appareil de répression, l'intérêt de l'organisation elle-même. Et seule elle est juge pour en décider les modalités. Nous connaissons les méthodes de nos « petites sœurs des pauvres » qui consiste à créer des « comités » dont la vocation est de suppléer aux organisations révolutionnaires concertées, ce qui leur donne le sentiment grisant de « commander », de « diriger » de « jouer un rôle » sans avoir à subir les servitudes des militants des organisations révolutionnaires.

La fédération anarchiste n'a pas besoin de tuteurs ! Elle a sur le terrorisme et la répression des idées claires et précises ! Elle assumera ses responsabilités lorsque l'occasion se présentera sans avoir recours au tapage qui, à défaut d'être utile, fait tant plaisir à ceux qui s'y livrent.

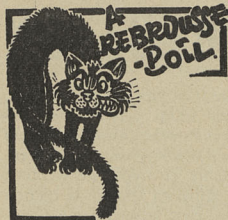
AMIS LECTEURS

Durant deux années consécutives, tant bien que mal, notre gestion avait été assurée d'un équilibre financier sans précédent depuis un certain nombre d'années. Si, depuis, nous n'avons jamais agi comme la cigale, notre labeur de fourmis ne suffit plus à faire face, depuis quelque six mois, aux fortes hausses provoquées dans le secteur de l'imprimerie et de l'édition. Le coût du papier, de l'imprimerie et les frais généraux ont fait un bond qui place le prix du produit imprimé parmi les premiers du peloton des hausses de prix les plus fortes.

Jusqu'alors, nous fondions nos espérances sur l'idée d'une relance plus vigoureuse des ventes du fait même que le prix du journal était largement inférieur à tout périodique de même importance rédactionnelle. Or, si les résultats de la vente ont somme toute progressé, cette courbe reste encore en-deçà de nos prévisions initiales. A ce rythme, il est certain que nous ne pourrions probablement pas différer plus longtemps la révision de son prix qui, actuellement, est inadéquat par rapport à son coût réel. A moins que l'on enregistre un bond foudroyant des recettes, un soutien plus puissant permettant le maintien de son prix. Ce qui ne s'est qu'imparfaitement produit hier se réalisera-t-il aujourd'hui ?

Nous osons penser que c'est possible, mais à la condition expresse que chacun d'entre vous accepte d'accroître sa contribution au journal, par les ventes ou/et par les souscriptions. La balle est dans votre camp. Lire le journal ne suffit pas, ne suffit plus. Il faut l'aider, l'aider à développer sa diffusion, gage de son audience mais aussi gage de rentrées financières nous permettant dans un premier temps d'assurer son équilibre momentanément perdu !

Les Administrateurs : Roland BOSDEVEIX - François GARCIA.



L'Internationale bleue..!

Nous avons toujours dit ce que nous pensions du régime soviétique, du parti unique oppresseur, des camps de concentration staliéniens et des pitoyables pallodides de ceux qui se glorifient d'avoir tardivement reconnu les tares du socialisme à la russe après avoir, pendant quarante ans, abreuvé d'injures quiconque les dénonçait.

Cela dit, notre propos n'est point d'y revenir aujourd'hui mais de souligner un aspect naïf de la satire qui en était faite par certains milieux bourgeois se piquant d'art et d'humour.

La télévision française a inauguré l'année 1975 en redonnant une comédie de Jacques Deval, **Tovaritch**, qui date (ô combien!) de 1935. Un envoyé des soviets vient négocier à Paris la récupération d'un milliard qu'un couple grand-ducal a fait sortir de Russie; ces deux féodaux, rigoureusement honnêtes, ont mis l'argent en sûreté et, pour vivre, se sont engagés comme domestiques chez un aristocrate français. Le diplomate, comme par hasard, avait, en 1917, arrêté le grand-duc et violé la grande-duchesse. Par patriotisme, et après une résistance qui n'est qu'un baroud d'honneur, le couple seigneurial rendra le milliard à la Russie éternelle pour lui épargner d'avoir à brader ses puits de pétrole aux capitalistes étrangers. Cela est d'une candeur désarmante.

Quelques jours plus tard, la même télévision a offert à ses usagers un film d'Ernst Lubitsch, **Ninotchka**, tourné en 1939 avec Greta Garbo et Melvyn Douglas dans les deux principaux rôles. C'est le **Tovaritch** américain. Venus à Paris pour récupérer des joyaux dont une grande-duchesse s'estime dépositaire ou propriétaire, mais que Moscou considère comme des biens publics, trois négociateurs soviétiques se sont laissés corrompre par la vie facile des milieux cossus de la capitale française; le Kremlin envoie une camarade pour les ramener dans le droit chemin, mais elle sera séduite par un sémillant comte qui l'emmitonnera à son tour en lui faisant découvrir les palaces et les cabarets. Moralité: aucun prolétaire, homme ou femme, eût-il tué de sa main cent aristocrates

russe, ne saurait résister au charme d'un noble français et de ses dîners au champagne.

Ces trucs-là ont recueilli des applaudissements à leurs débuts. Par les commentaires des journaux, et aussi par ce qu'en dit le Larousse en dix volumes (article «Lubitsch»), on apprend que **Ninotchka** fut le «premier rôle comique» de Greta Garbo. On aurait dû nous indiquer à quel endroit il fallait rire..

En fait, je crois l'avoir trouvé. **Ninotchka**, contemplant par la fenêtre de son hôtel, Paris brillamment illuminé, s'écrie: «Quel gaspillage d'électricité!» Oui, en 1939, une telle exclamation devait faire pouffer. Quoi de plus exhalant que la pensée d'économiser le courant? Cela pouvait se concevoir dans une Russie où, paraît-il, le communisme résulterait de l'équation: «les soviets plus l'électrification»; mais à Paris? En 1975, ça ne fait plus rigoler du tout. On a connu le black-out des années de guerre, et, en ce moment même, la menaçante pénurie d'énergie donne à un nombre croissant de personnes la conscience de l'erreur commise par les gens, les gouvernements, les régimes, qui gaspillent l'électricité et poussent à en consommer inconsidérément.

Il faut avoir du divertissement une conception bien médiocre pour se satisfaire encore, à notre époque, de spectacles de ce niveau. En fait, c'est du théâtre et du cinéma fossiles, qui méritent d'être gardés et regardés à titre documentaire, comme des spécimens de pièce et de film disparus. Aucun des problèmes que suscitait déjà le socialisme soviétique n'y est seulement abordé ni effleuré dans des termes capables d'émeouvoir un public qui, manifestement, ne se sentait pas concerné.

Est-ce dire qu'en 1975 il en aille autrement? Il en va de même, au contraire. Avec toutefois une nuance: plus personne ne cherche à la scène ou à l'écran, à combattre ni à ridiculiser le régime socialiste à la russe. Le sujet est tabou; on l'évite; on se tait. De ce côté-là aussi, c'est la détente, cette magnifique hypocrisie.

Détente dont on trouve un témoignage admirable dans le **Billet du Crédit lyonnais** de décembre 1974, où l'on peut lire:

«La banque sans frontière, c'est déjà presque une réalité pour les 250.000 Français qui possèdent une Carte Bleue Internationale. Là aussi, les choses vont décidément très vite: l'année dernière, avec la Carte Bleue, vous pouviez payer vos achats chez 60.000 commerçants. C'était déjà un résultat impressionnant, si l'on pense que la Carte Bleue n'existe que depuis 1967. Mais savez-vous combien ils sont aujourd'hui? 1.500.000.

«C'est que, dans l'intervalle, la Carte Bleue est devenue internationale. Elle est connue et acceptée comme moyen de paiement dans près de cent pays... les derniers en date sont la Pologne et l'U.R.S.S. Rêvons un peu: la carte universelle acceptée dans toutes les banques et chez tous les commerçants dans le monde entier! C'est peut-être pour bientôt.»

Ce bel article est illustré d'une carte (de géographie) où le domaine de la Carte Bleue est colorié... en rouge. Tout un programme.

Ce domaine s'étend, dans le Nouveau Monde, de l'Alaska à la Terre-de-Feu, et, dans l'Ancien Continent, du détroit de Gibraltar à celui de Bérings, sans aucune solution de continuité.

Une autre illustration montre le Kremlin à gauche et, à droite, un carrefour londonien, avec cette légende: «De la place Rouge à Carnaby Street, la Carte Bleue est connue et acceptée partout.»

Il ne manque qu'une petite chanson qui pourrait devenir l'hymne de ce nouveau Commonwealth du fric. J'en suggère modestement le refrain, et chantons-le tous ensemble:

C'est la lutte finale!
Carte Bleue à la main,
L'Internationale
Fera le genre humain!

Le milliard de **Tovaritch** est peut-être au Crédit Lyonnais!

LE PÈRE PEINARD



Parole, s'il vous plaît

Chaque jour davantage, le monarque républicain qui nous surveille fait penser à un Henri IV.

Lui c'est les œufs brouillés son plat de résistance, l'autre c'était la poule au pot...

Il s'invite chez les pros comme le Vert Galant s'invitait chez les paysans et il invite après une grève sans résultat les éboueurs à l'Elysée pour manger de la bonne galette. Les mascarades se succèdent, ravissant les imbéciles, faisant rager la gauche démantelée qui n'aurait assurément pas tant amusé la galerie si elle avait gagné aux élections.

En fait c'est plutôt un Louis XIV qu'il extériorise avec ses remaniements factices qu'il prétend apporter çà et là dans le social, les entreprises, le public.

Son coup d'empoigne de la télévision est, somme toute, une violence à la Trotski, une violence où il a fait charitablement participer les grands alliés de toujours: les curetons.

Nous connaissons tous ses larbins qui vont diriger la maison ronde. Toutes les promesses faites pour l'amélioration des programmes n'illusionnent que les isolés des îles ou campagnes oubliées qui n'ont que ce cinéma-là pour se distraire et qui se moquent bien si curé ou non, si liberté d'expression ou non, si moral ou non il y a.

Nous demandons la parole à la télévision depuis sa création.

Jamais nous n'avons pu défendre nos idées et notre philosophie au public alors que se déchainent sans cesse des campagnes anti-anarchistes, qui, elles, sont télévisées. Peut-être en pareilles circonstances le bon roi Saint Louis aurait-il fait quelque chose pour nous? Giscard a-t-il un peu de Louis IX dans les veines?

Nous remarquons qu'il tient d'un peu tous les tyrans et autoritaires exhibitionnistes qui ont rempli l'Histoire d'iniquités et de misères.

Pour bien régner populairement, il lui suffit de savoir distribuer une certaine quantité de liberté bien délimitée par d'infranchissables murailles et de ne pas céder.

Ainsi nous avons vu la récente grève des postiers n'aboutir à rien.

Nos moyens sont tout petits dans le petit rectangle de liberté qui nous est accordé pour défendre nos thèses.

En effet mis à part un journal, des affiches, des tracts, il nous est impossible d'aller au-delà.

C'est pour cela que nous réclamons, en tant que philosophes, libre-penseurs, syndicalistes révolutionnaires: un temps d'antenne qui devrait nous revenir de droit.

La radio et la télévision sont des outils puissants et efficaces pour la diffusion et la propagande, ses propriétaires ne le savent que trop.

Si l'ORTF a craqué, c'est parce que son système, ses rouages étaient pourris, et ce n'est pas d'avoir changé Guy Lux de chaîne que le miracle régénérateur s'accomplira.

Si on persévère à fermer les portes à ceux qui sont contre toutes les violences religieuses, politiques, militaires qui chaque jour se perpétuent pour un public soumis, coincé entre ça et rien (grèves), toutes ces paroles républicaines, démocratiques écaurantes finiront bien par lasser ces minorités silencieuses qui jugent, qui se révoltent mais qui attendent l'occasion.

Nous voulons pouvoir parler, dénoncer par exemple le grand retour en force des corbeaux dans la politique et par contre-coup à la télévision.

Prenez garde au côté Louis XVI, mais qu'ils se souviennent de 1789, de 1870, et le petit écran n'existerait pas.

A l'heure des recyclages socialo-réformateurs, républicains-monarquo-fachos, nous nous déclarons hors de cette meute de politiciens qui défendent leurs gabelles et à ce titre ont droit à des outils efficaces, nous demandons le droit de nous exprimer librement avec ces mêmes outils même si c'est pas pour la gabelle ni pour le pouvoir.

Souscriptions

Lerebourg	10,00	Groupe Rouen	100,00	Govaerts	7,00
Daniel	20,00	Jean - Pierre	87,00	Rousseau	11,00
Rebuffa	2,00	Jean - Marc	9,50	A. Crapaud	14,00
Valentin	50,00	Armand	60,00	Tassin	12,00
Salinas	20,00	Catelonais	6,00	Bance	20,00
Esberard	16,00	France	10,00	Trachsel	20,00
Cosquer	50,00	Voline	15,00	Lacombe	20,00
Hemy	70,00	Elios	50,00	Lanza	10,00
Flamand	30,00	Rivejeon	30,00	Masson	5,60
Marmox	30,00	Ramon	2,00	Jordy	30,00
Jordy	32,00	Alain	2,25	Rougier	20,00
Sarrazin	20,00	Hardy	50,50	Satabin	20,00
Deleuze	100,00	Boubot	5,00	Pierret	17,00
M.F. Scellier	200,00	Arogis	66,00	Lantejoul	10,00
Oyonnax	10,00	Gaudry	70,00	En souvenir de	15,60
Mercier	20,00	Pulidori	10,00	Mauro Bajatierra	30,00
Martine	18,00	Dujus	20,00	Marynus	5,00
Aimée	4,00	Pelletier	20,00		
Michel	15,00	Zuika	20,00		
Froideneau	10,00	Auzameau	10,00		
Patrick	10,00	Lhéritier	20,00		
Michel	2,50	Cesters	40,00		
					1.740,95

Après le procès des trois de Draguignan

L'ensemble de la presse bourgeoise a largement commenté le procès, devant le tribunal militaire de Marseille, des trois soldats accusés d'avoir été les « meneurs » de la manifestation de quelque 150 appelés, le 10 septembre 1974, à Draguignan. Ce n'est pas un hasard si une certaine sympathie à l'égard des « coupables » se devinait sous la plume de journalistes plutôt enclins, d'habitude, à « bouffer du gauchiste » ou autres trublions.

C'est que Pelletier, Ravet et Taurus ne sont pas des antimilitaristes. Ils ne réclament pas la disparition de cette école du meurtre légalisé qu'est l'armée. Ce qu'ils souhaitent, c'est seulement la réformer, suivant ainsi l'appel des Cent, qui avait établi une liste de revendications, telles que la solde égale au S.M.I.C., la gratuité des transports, la liberté de l'information dans les casernes, des permissions plus nombreuses, etc. C'est pourquoi des

leaders de la gauche « officielle », tel Charles Hernu, sont venus témoigner en leur faveur. Comme eux, ils aspirent au « statut démocratique du citoyen-soldat », et ne remettent nullement en cause le service « national ». Ils envisagent tout bonnement une « armée populaire », « au service de la nation » (ou du peuple, ça dépend !) une gentille petite armée « de la paix et du désarmement ». Ça fait un bon bout de temps qu'on nous rabache ce genre de sornettes. Le pacifisme ne saurait être qu'intégral, l'antimilitarisme ne saurait être conditionnel.

Cela étant dit, nous nous réjouissons, bien sûr, de ce qu'un verdict de relative clémence ait permis aux trois jeunes appelés de retrouver la liberté, après 4 mois de détention, arbitraire... mais, que les hommes qui veulent la paix, sincèrement, de tout leur cœur, sachent que l'armée sera toujours l'instrument de toutes les dictatures, et que l'émancipation de l'humanité passe par son abolition totale et définitive.

Bernard Lanza.

La doctrine "sociale" de l'Eglise

Il n'est peut-être pas inutile en notre époque, où l'Eglise catholique essaie de se modeler un visage « social » afin de récupérer une partie du monde ouvrier, de faire un peu d'histoire, en rappelant par exemple comment naquit en France le « syndicalisme chrétien ».

C'est vers 1885, donc après la défaite de la Commune et la répression sanglante qui la suivit, qu'apparurent les premiers syndicats catholiques, à Tourcoing. Puis, après quelques autres expériences, C'est la fondation à Paris en 1887 d'un syndicat des employés du commerce et de l'industrie, qui sera à l'origine de la C.F.T.C. Ses objectifs sont essentiellement de rassembler les employés catholiques pratiquants (condition obligatoire pour faire partie du syndicat) et de leur trouver des emplois dans des maisons « de bonne réputation ». Malgré leur prudence, ces syndicats sont encore jugés trop « progressistes » par une grande partie des catholiques, qui leur préfèrent les syndicats indépendants (ou « jaunes ») de Biétry, mis en place et (bien) payés par les gros industriels du moment. Ces syndicats jaunes ne disparaîtront qu'en 1908.

C'est seulement en 1919 que se constituera la C.F.T.C., qui entend « s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie par l'encyclique « Rerum Novarum » du Pape Léon XIII. Or cette encyclique, issue des travaux d'un groupe

de catholiques de différents pays européens, peu suspects du moindre libéralisme, est entièrement tournée vers le passé et proclame la nécessité du régime corporatif.

Pas question, bien évidemment, de contester le système social existant, pas la moindre dénonciation du capitalisme, une simple critique de certains abus, un moralisme hypocrite ! La C.F.T.C., immédiatement, considérera la grève comme une arme dangereuse, à laquelle on ne doit avoir recours qu'après avoir épuisé toutes les tentatives de conciliation possibles. Elle exprime le vœu que l'entente règne entre patrons et ouvriers, elle pratique donc ouvertement la collaboration des classes. La doctrine sociale de l'Eglise, par ailleurs, voit dans l'Etat le gardien du bien de la communauté, et je ne pense pas qu'elle ait changé beaucoup depuis, malgré tous ces petits cercles de « chrétiens marxistes » ou de « curés de choc », qui ne représentent que des éléments marginaux, et ne sont guère redoutés par la hiérarchie vaticane. Celle-ci ne renonce nullement à ses privilèges, à sa richesse, à ses compromissions honteuses avec lespires dictatures. A nous d'être vigilants, et de ne pas nous laisser endormir par les beaux sermons !

2.000 ans d'histoire nous ont montré de quel côté se trouve toujours le goupillon. Ça nous suffit.

Bernard LANZA.

Communiqué

La campagne anti-anarchiste, menée systématiquement par la presse écrite et parlée, soulève une vaste indignation dans les milieux libertaires.

Ce n'est pas sans raison que tout acte terroriste nous soit systématiquement attribué, dans un premier temps et qu'aucun démenti de ces premiers mensonges ne soit jamais fait lorsque les véritables auteurs sont ou ne sont pas retrouvés. On discrédite volontairement toutes les idées humanistes et sociales qui animent nos militants. Ce n'est pas sans raison qu'on prépare la population à notre prétendue culpabilité : attentat marxiste ou régionaliste, palestinien ou individualiste, tout nous est attribué, en un premier temps.

Les anarchistes qui n'ont pas pour loi le crime mais son combat, ne devraient pas plus que les gaullistes, la Légion Etrangère, le PC ou les scouts de France assumer normalement la responsabilité de toutes les explosions de pétards. Or, il faut que la presse française — dite libre — ait un quelconque intérêt, commercial ou politique pour jouer, à n'importe quel bruit d'explosion, les commissaires Poirot et les dames anglaises effrayées par l'apparition d'un revenant imaginaire. Le rôle de la presse est-il de vomir du « vendable » ? Lui a-t-il été donné pour tâche actuelle de désensibiliser le public en cas d'un prochain et gigantesque procès international à l'encontre du mouvement anarchiste ? L'horizon d'un changement politique en Espagne et le retour des dizaines de milliers d'anarchistes espagnols dans leur pays n'a-t-il pas été déjà envisagé par les marxistes et les nationalistes ? Leur éventuel et prochain massacre, parachevant l'œuvre de 1939 (coalition marxiste et franquiste à l'encontre du syndicat anarchiste CNT et de l'organisation anarchiste spécifique FAI), ne doit-il pas être préparé « politiquement » et internationalement ? La presse se fait très souvent un étrange plaisir de ne parler de l'anarchie qu'en synonyme de meurtre ou de pagaille. Alors que dans cette société tout n'est que meurtre et pagaille et que notre proposition n'est que d'ordre, naturel et humain. En Italie, déjà, nos camarades Marini, Valpreda, Pinelli et tant d'autres sont morts ou subsistent toujours les geôles d'un Etat cogéré par la droite et la gauche, à cause de prétendus attentats terroristes anarchistes, alors que TOUTES les enquêtes démasquent, jour après jour, la culpabilité du fascisme mondial. En URSS, dès 1917, les marxistes ont attribué tous les méfaits existants ou imaginaires aux anarchistes : détruisant leurs locaux, tuant ou déportant les militants anarchistes, assassinant ici, mutilant là-bas. En France, dans tous ces cas, ce fut le mutisme ou le dénigrement au sein du monde de la presse. On a fabriqué, de manière complice, des vêtements de criminels aux anarchistes, alors que ceux-ci combattaient pour l'avortement, pour la limitation des naissances, pour le pacifisme intégral, pour l'égalité économique et sociale.

Aujourd'hui, parce qu'un groupuscule spontanéiste et autonome, utilise de la poudre à éternuer pour explosif, on transforme tous les anarchistes en adeptes de la secte GARI, porteuse de choléra et de mort. Sont-ce là des consignes du gouvernement franquiste ? Est-ce une façon de dissimuler le sort fait actuellement à des inculpés, dans l'affaire Suarez — par exemple ?

La Fédération Anarchiste dénonce violemment cette ignoble campagne de presse anti-anarchiste, au service de la droite comme de la gauche ; la Fédération Anarchiste répondra systématiquement à toutes les falsifications et aux mensonges.

FEDERATION ANARCHISTE.

Pour qui sont ces crachats...?

Depuis que, rentré des Amériques, Jean-Edern Hallier a osé écrire dans « CHAGRIN D'AMOUR » : « Je suis revenu. Depuis, je ne peux plus, en Europe, rencontrer un Chilien sans cracher par terre », il pleut des crachats chez les anciens combattants de 1914-68. On n'en est pas encore aux coups mais cela ne saurait tarder. En attendant, messieurs les gauchistes ne sortent plus de leurs cachettes sans parapluie. Les « camarades » de POLITIQUE HEBDO ont déclenché les hostilités en dénonçant « l'imposteur » (« Chateaubriand, Lautréamont, Malraux »), mais aussi le « véritable patron de presse, ivrogne et coléreux ». Pourquoi se taisaient-ils lorsque J.E.H. était effectivement le patron de « L'IDIOT INTERNATIONAL » ? Pour ne pas cracher dans la soupe ? Parce que, tous, ils ont fait leur chemin ? Alain Jaubert, aidé d'un employé de Maspéro et de deux comparses de base a orchestré un « Guide de la

France des luttes » chez STOCK 2 (satellite de Stock, dirigé par l'ex-abbé Barreau). Régis Debray a fait campagne pour Mitterrand. Jean-Pierre Beauvais a fait son trou dans la taupinière de Krivine. Tous crachent sur le copain d'hier.

Même l'éditeur de « LA CAUSE DES PEUPLES », Claude Durand, le directeur de la collection Combats, au Seuil, doit faire une sale gueule de n'avoir pas sorti « Chagrin d'Amour » avant le 15 octobre, c'est-à-dire à temps pour « goncourir ». Pourtant, à sa publication, « La Cause des Peuples » avait déchaîné un concert de louanges même de la part de la presse bougeoise. Déjà Chateaubriand perçait sous le Hallier. Malgré ce que le Seuil avait fait pour lui, J.E.H. furibond reprenait le manuscrit de Chagrin d'Amour et le lançait à toute vitesse sous sa propre griffe. Son « attaché de presse », François Coupry (qui donc a lu « la Promenade cassée » et

« les Autocoïnés » paru chez Gallimard ?) a mis le paquet : un tiers de page dans « Le Quotidien de Paris » (où officient d'autres gauchistes parvenus, tels Michel Field et B.H. Lévy, directeur de plusieurs collections chez Grasset) et des propos de Mitterrand recueillis pour « Le Nouvel Observateur ». Cela n'a pas empêché le haro sur « le grand écrivain ».

Comble de malchance, J.E.H. qui n'avait fabriqué « Chagrin d'Amour » que pour obtenir le prix Goncourt, n'a même pas reçu en consolation « l'Interhallier ».

Quant à nous, que nous importent des manigances de pantins ? Nous n'avons ni à défendre J.E.H. ni à rejoindre ses détracteurs qui, chacun pour soi, prétendent parler au nom de la seule vraie révolution. Ce que je sais, en tout cas, c'est que je ne peux plus, à Paris, rencontrer un éditeur gauchiste sans cracher par terre.

J.L. GERARD.

RENÉ LOURAU OU DE LA PAROLE AUX ACTES

Pour ceux qui lisent régulièrement les journaux, ils n'auront pas été sans remarquer les divers rebondissements de la crise que traverse la section de sociologie de Poitiers. Depuis la rentrée 74 elle n'est plus habitée à délivrer des diplômes ce qui oblige les étudiants à aller s'inscrire à Tours ou ailleurs. «Diviser pour régner», dit-on parfois. Cet éparpillement des étudiants, il faut bien l'avouer ne semble pas démentir cette règle.

Que s'est-il donc passé en réalité pour qu'on en arrive là ?

la situation en janvier 1974

Après avoir enseigné à Nanterre (!...), René Lourau se vit confier le poste de directeur de la section de sociologie à Poitiers. Il faut dire qu'auparavant il n'était pas un inconnu : ses ouvrages très novateurs (1) comme sa pratique pédagogique n'étant pas pour le faire passer inaperçu. Chef de file avec Lapassade et Lobrot d'un courant d'universitaires travaillant sur « la pédagogie institutionnelle », celui-ci ne pouvait être qu'un gêneur pour l'administration qui, le 28 mai, mit la section sous tutelle sous le prétexte que des examens d'anglais avaient eu lieu collectivement.

Après l'amnistie décidée par la section disciplinaire, le 31 juillet, le recteur fermement décidé à éliminer Lourau fait appel en août devant le conseil supérieur de l'Education nationale qui d'ailleurs, quelques mois plus tard se déclarera incompetent et renverra la balle à Poitiers. Affaire à suivre...

En tout cas, Lourau est toujours suspendu. Il continue à se battre malgré le terrain défavorable sur lequel il s'est engagé. En effet, ses adversaires, il le dit lui-même (2), en choisissant un combat sur le plan juridique et non celui de ses compétences pédagogiques ou sociologiques se permettent ainsi de passer sous silence le problème de la nature de l'Education en 1974.

de la parole...

Citant volontiers Max Stirner, Lourau s'en prend à l'autorité présente à l'école :

« Depuis le déclin du pouvoir ecclésiastique et surtout depuis la séparation des églises et de l'Etat, seule l'institution militaire présente au moins officiellement une aussi formidable pression sociale sur l'individu. Rien d'étonnant par conséquent si, dans le souvenir de l'adulte, le

folklore étudiant rejoint le folklore du « service » » (3).

Partant de ce principe, il en vient à proposer une analyse très subtile de l'autorité du maître sur l'élève ou du maître sur l'esclave (selon vos goûts) :

« A l'origine, l'accent est mis sur la capacité spéciale d'enseigner, sanctionnée officiellement par un examen. (...) Ce que l'on traduit en disant qu'un enseignement de qualité exige un degré d'instruction nettement supérieur au niveau des élèves. (...)

« Ainsi la signification du mot « maître » est déjà double dans la mesure où le C.A.P. confère l'aptitude et se réfère pour cela à un niveau de culture.

« Elle est triple si l'on considère la supériorité en matière de discipline, de décision : le maître possède seul le droit de décider, de commander, de sanctionner, de pardonner.

« Une quatrième signification, moins apparente, résulte de la fusion des trois premières. Seul maître à l'intérieur de sa classe, l'enseignant en arrive à figurer (surtout aux yeux des moins de quinze ans), le propriétaire absolu de la classe au sens matériel du mot ; local, meubles, objets... élèves. (...) L'enseignant concentre dans ses mains toute l'énergie et toute l'initiative. Il est le verbe, et il est la loi. Il est le Patron et le Père. » (4).

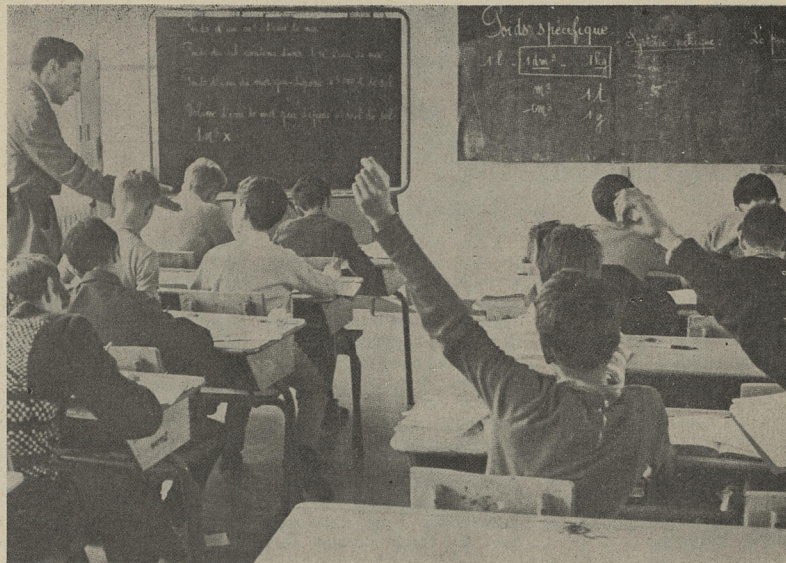
Partant de là, le chahut, la paresse, l'absentéisme deviennent à ses yeux un refus pur et simple des désirs de l'autre. On devine déjà que la mise en pratique de véritables solutions à ces problèmes posera bien des tourments à nos nombreux ministres de l'Education, spécialistes en versions latines. De surcroît, René Lourau n'arrête pas ici sa critique : il s'en prend aussi aux examens, « valeur d'usage du savoir » :

« Comment ne pas se poser le problème de la culture-capital, de la culture-bagage ? Par la même occasion comment ne pas mettre en cause l'opposition définitivement établie, malgré l'idéologie officielle et malgré les efforts officieux des enseignants, banquiers et marchands de culture (sans oublier les livres de classe, coffres-forts de la culture), et d'autre part le monde vide des enseignés, débiteurs et consommateurs de culture ? » (5).

... aux actes

Lourau en vient donc naturellement à pratiquer un système d'évaluation collective en substituant à l'examen, ce qui décapite les pouvoirs du professeur et par là même l'institution tout entière qui repose essentiellement sur lui. Il se justifie ainsi :

« La séparation entre une li-



berté pédagogique et une contrainte « normale » au niveau de l'évaluation est une abstraction chargée d'écarter les problèmes de fond de l'éducation : c'est faire comme si les examens, les sanctions, la sélection, étaient un à-côté désagréable, indispensable de l'acte éducatif, alors qu'ils en sont le centre ; (...) autonomisées, sélection et pédagogie s'annulent réciproquement. » (6).

S'inspirant aussi de la dynamique de groupe, il brise le cadre pédagogique par la pratique de « stages extérieurs », il remet en question les « cours » par la « transformation spatiale » (tables ou sièges en rond), par la suppression du thème de la leçon, par les règles de « tout dire », d'analyser les relations interpersonnelles hic et nunc, etc.

Voilà bien des raisons pour que Lourau apparaisse comme « dangereux » aux yeux du pouvoir, d'autant plus que son arrivée coïncide avec des événements qui perturbent la vie poitevine : crèches sauvages, liaisons avec les enseignants du primaire et du secondaire, soutien au mouvement des maîtres d'internat, etc. La parution de son ouvrage « L'Analyseur Lip » vint attiser les braises : les options politiques y étaient trop évidentes, le langage trop subversif. La laïcité, vous comprenez...

Ainsi, après sa femme licenciée pour « avoir favorisé une licence sexuelle dans ses cours », c'est maintenant Lourau qui est la victime, coupable d'avoir délaissé la révolution de salon chère aux universitaires, coupable d'avoir osé passer de la parole aux actes...

Gérard LINNERAUD.

(1) R. Lourau. — « L'Institution contre l'institué » ; Anthropos 1969. « L'Analyseur institutionnelle » ; Minuit 1970.

(2) « Analyse institutionnelle et pédagogique » ; L'Epi 1971. « Clés pour la sociologie » ; Seghers 1971.

(3) « Les Analyseurs de l'Eglise » ; Anthropos 1972.

(4) R. Lourau. — « La Bataille de Poitiers » in les Temps Modernes, nov. 1974, p. 261.

(5) R. Lourau. — « L'Illusion pédagogique » ; L'Epi 1969, p. 123.

(6) R. Lourau. — op. cit., p. 27-28.

(7) R. Lourau. — op. cit., p. 26.

(8) R. Lourau. — « La Bataille de Poitiers », p. 263.

LA TORTURE

« La torture est un moyen qui permet aux gouvernements de « contrôler » les éléments subversifs. »

Quant aux tabassages ils font partie du « folklore policier ».

— Pour les « politiques » : le cas plus récent en Espagne d'Eva Forest arrêtée le 16 septembre et accusée de complicité dans l'attentat du 13 septembre à la Puerta del Sol (13 personnes tuées). Attentat très certainement organisé par l'extrême droite car il ne se justifie pas dans les milieux de gauche ou d'extrême gauche. Son procès sera « sumarissimo » comme pour Antich, c'est-à-dire que si la peine de mort est prononcée la sentence pourra être appliquée dans les 48 heures. Signaux qu'elle a été affreusement torturée et on la « retapa » afin qu'elle puisse assister à cette parodie de justice.

Arrêtons cette énumération macabre. Mon but n'est pas de vous faire chialer sur le sort d'individus pris au hasard dans une multitude de cas, mais de prouver que la torture fait partie d'un système fondé sur la terreur. Refusons de rentrer dans cette logique capitaliste ou socialiste autoritaire : la torture est aussi bien exercée par des gouvernements de droite que de gauche car elle permet leur existence. Il ne s'agit pas de répondre à ce terrorisme « légal » par un terrorisme irréflectif mais intelligent. Par exemple une fille violée ou un mec tabassé dans un commissariat doivent être soutenus par les copains afin de dénoncer publiquement de tels actes par diverses actions : infos, réseaux d'avocats, médecins, comités de défense et d'étude...

La parlotte dans ce domaine n'apporte pas grand-chose car ces messieurs répondent à notre humanisme en nous saignant. Je n'ai jamais su palabrer sur la nécessité d'appliquer la violence ou la non-violence comme action révolutionnaire. Je suis pacifiste de nature mais lorsqu'on m'attaque je me défends.

Alors dénonçons la torture qui s'opère d'ailleurs à tous les niveaux et essayons d'y remédier par la création de comités d'infos et de défense pour chaque groupe et d'un centre efficace. J'attends vos suggestions.

ALAIN.

Le tribunal Russell se tiendra à Bruxelles du 11 au 18 janvier 1975. Il fut créé par Bertrand Russell en 1967 afin de dénoncer les crimes de guerre et autres tortures. Bien entendu il n'est pas un remède universel mais permet par ses analyses et informations, tout comme Amnesty International, une plus complète connaissance de cette plaie qui ronge l'humanité et permet aux polices multinationales d'affirmer leur pouvoir en liquidant tous les éléments subversifs. La population n'est en aucun cas épargnée par un tel phénomène ; elle doit se soumettre à la terreur. Ce tribunal remet en cause nos systèmes et par cette position paraît plus intéressant qu'un simple conseil international.

CHILI...

— « Le seul endroit où ils ne m'ont pas frappé, c'est le ventre... j'étais enceinte de six mois. Ensuite ils ont tenté de me faire avorter dans un hôpital pour m'appliquer des méthodes plus efficaces. »

Témoignage de Denise Crespin qui, libérée, fut appelée afin de reconnaître le corps de son mari mort d'une séance de torture. (Extrait reproduit dans « Pour », n° 50.)

— Enfants torturés devant leurs parents pour les décider à parler. Méthode : décharges électriques ne laissant pas de trace.

— Mère violée à plusieurs reprises devant ses enfants et son mari puis tuée vu son « inutilité ». Cela se passait au Brésil.

— Paysans crucifiés à Bahia (nord-est du Brésil) servant d'exemples pour « guérir » une « éventuelle » révolte paysanne.

— Jeunes filles prises lors de manifestations — cela c'est surtout passé en mai 68 — et violées dans les commissariats français, belges...

DE LA CONCEPTION LENINISTE DU SYNDICALISME

« En sociologie, comme en physique, en chimie, en mécanique, l'idée part du fait pour revenir au fait. » (Pierre Besnard.)

La révolution russe de 1917 a été pour les révolutionnaires du monde entier une grande espérance. Les travailleurs russes organisés dans les soviets semblaient organiser toute la lutte révolutionnaire. Le parti bolchévique lui-même par la voix de son leader Lénine proclamait : « *Tout le pouvoir aux soviets* ». La devise de la Ire Internationale « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » trouvait là sa pleine expression. Les soviets étant l'expression directe des travailleurs russes il était normal que tout soit sous leur contrôle. Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes russes (1) ont été à la pointe de la lutte pour l'émancipation des travailleurs.

Cet état de choses ne dura pas longtemps. Le parti bolchévique ne pouvait supporter que le prolétariat russe s'organise lui-même, sans l'aide éclairée du « *socialisme scientifique* ». L'un des « *chevaux de bataille* » des bolchéviques fut donc d'affirmer la supériorité du parti sur tout organisme de classe du prolétariat, en l'occurrence le syndicat (2). Car selon Lénine les travailleurs ne pouvaient par leurs propres forces que parvenir à un degré de conscience « *trade-unioniste* », se limitant à des revendications purement économiques. Le parti était nécessaire pour dépasser les luttes économiques des travailleurs. Il y a donc, dans la théorie léniniste (3) une différenciation entre l'économique et le politique, ceci pour justifier la supériorité de l'un sur l'autre, L'Opposition Ouvrière qui, sans nier le rôle dirigeant du parti, insistait sur le fait que le syndicat organisation de classe devait pouvoir prendre des initiatives (1), fut dénoncée par Lénine comme « *déviation anarcho-syndicaliste* ». Le parti est donc présenté par Lénine comme la seule organisation des travailleurs, le syndicat se réduisant pour le meilleur des cas à présenter des revendications économiques. Les travailleurs les plus conscients doivent être au parti qui seul pourra les guider vers le socialisme. C'est au nom de cette supériorité du parti que les bolchéviques imposèrent leur dictature et dévièrent l'idéal libertaire des travailleurs russes. Le schéma léniniste trouva des défenseurs en France quand le parti communiste se fonda en 1923. Nombre de syndicalistes révolutionnaires éblouis par la révolution russe rejoignirent ses rangs. Ils avaient oublié que le syndicat est la seule organisation de classe des travailleurs, que toute organisation de citoyens tend à vouloir diriger la première. Quand les syndicalistes révolutionnaires comme Monatte quittèrent le P.C. ou en furent exclus, le tour était joué et les bolchéviques avaient en mains une grande partie de la

La scission entre la tendance de Besnard et les bolchéviques fut consommée au congrès de Saint-Etienne. Les amis de Monatte oubliant ce qu'ils avaient de commun et de fondamental avec le mouvement anarchiste votèrent la résolution de Montmoreau (4) qui affirmait l'égalité entre toutes les forces révolutionnaires. La résolution de Besnard qui affirmait que tout devait converger vers le syndicat, fut battue par 743 voix contre 320. La C.G.T.S.R. se forma en 1926 et adhéra à l'A.I.T. affirmant par la chartre de Lyon plus que l'indépendance, l'opposition du syndicalisme aux partis politiques (5)

Concédant à la poussée bolchévique le droit de représentation égale face au syndicat, les amis de Monatte ouvrirent la brèche à l'hégémonie stalinienne dans la C.G.T.U. Croyant pouvoir préserver le syndicat de toute influence extérieure ils tombèrent dans le panneau que leur présentèrent les bolchéviques. Le débat Malatesta Monatte au congrès d'Amsterdam vu à la lumière de l'évolution du mouvement ouvrier français semble sans doute donner raison au premier. Mais ne nous y trompons pas, les problèmes de fond ne peuvent être tranchés, et la simplification du problème par l'opposition de deux noms illustres ne résout pas le problème. Des délégués français comme Brouchoux appuyèrent les positions de Monatte sans pour cela avoir suivi l'évolution ultérieure de celui-ci (6). Il faut aussi tenir compte du contexte historique du début du siècle, l'état du mouvement libertaire à cette époque ne peut être comparé à la situation actuelle. Malatesta aurait peut-être une autre opinion en 1975 ?

Organisation de masse ou organisation spécifique ? Syndicalisme ou anarchisme ? Le débat a toujours existé dans le mouvement anarchiste international. La polémique quand elle se manifeste au sein d'un mouvement social important est une preuve de vitalité, quand le mouvement est marginal la polémique tient lieu d'action...

P. Besnard secrétaire de l'A.I.T. a exprimé en 1937 dans un rapport au congrès anarchiste (7) sa position : Les groupes anarchistes devraient avoir un rôle de formation, aux syndicats reviennent la responsabilité de décision, car ceux-ci sont « *les agents d'exécution et de réalisation des tâches révolutionnaires* » (8). En clair cela veut dire qu'il peut exister des organisations autres que le syndicat, qui peuvent aider à la réalisation de la révolution sociale. Mais ceux-ci ne doivent jamais s'ériger en « *commandant en chef* » (9), sinon ces organisations reprennent pour leur compte le schéma léniniste de la séparation économie - politique. Le syndicat, l'organisation de classe des travailleurs doit toujours avoir le pouvoir de décision, tout doit converger vers lui. On nous rétorquera, non sans raison, que le texte de Bes-

nard s'applique à la C.G.T.S.R. adhérente à l'A.I.T. et que les syndicats actuels sont loin d'être révolutionnaires. Nous ferons remarquer que la C.G.T.S.R. est venue d'une scission de la C.G.T.U., et que tout est, aujourd'hui, à refaire à zéro ! Il importe d'être là où les travailleurs sont, pour recommencer le lent et peu glorieux travail dans les organisations ouvrières. On peut utiliser les autres organisations mais ne pas oublier que celles-ci ne doivent pas s'ériger en « *directions* ». Les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes se doivent d'avoir une pratique syndicale qui s'oppose en tous points à celle des groupes de gauche et d'extrême gauche.

Jean-Pierre GERMAIN.

(1) Qui avaient dès le premier jour rejoint les soviets (cf. Skirda « *Les anarchistes dans la révolution russe* ». Tête de feuilles).

(2) La notion de syndicat avait succédé à celle du conseil (voir Brinton « *Les bolchéviques et le contrôle ouvrier* « *Auto. et Socia.* »).

(3) Nous pourrions dire bien sûr « *marxiste* », mais c'est surtout Lénine qui a appliqué dans la réalité les théories marxistes. (Lire à ce sujet de S. Schwarz « *Lénine et les syndicats* » - Spartacus « *L'Opposition Ouvrière de Kollontaï et « Les origines de l'absolutisme communiste » par Shapiro, ces deux brochures étant éditées par Publico.*

(4) Qui n'était pas encore bolchévique (mais la pente était déjà glissante...).

(5) La chartre d'Amiens, simple « *accord d'armistice* » fut impuissante contre la montée du bolchévisme.

(6) Brouchoux fit partie de la minorité qui vota à Saint-Etienne la motion Besnard. C'était un militant anarcho-syndicaliste connu dans les mines du Nord.

(7) Où il était invité, Besnard n'a jamais appartenu à un groupe anarchiste.

(8) In « *Anarchisme et anarcho-syndicalisme* », page 6. Rapport de Besnard secrétaire de l'A.I.T. au congrès anarchiste international. Supplément au Monde Libertaire n° 189 - avril 1973.

(9) Idem - page 2 de la préface de A. Shapiro. (Tous les documents et livres cités sont disponibles à la librairie Publico - 3, rue Ternaux, 75011 Paris.)

Nous réunissons, en vue d'une exposition sur le centenaire de la mort de Bakounine, tous les éléments, manuscrits, photos, affiches, susceptibles de nous intéresser. Si des copains possèdent de tels documents, qu'ils nous les communiquent.

Achetez toute la littérature anarchiste à la
LIBRAIRIE PUBLICO
3, rue Ternaux 75011 Paris
Tél. : VOL34.08
télétro : Oberkampf, Parmentier, Filles-du-Calvaire, Saint-Maur, Saint-Ambroise.

“DISCIPLINE” MOT D'ORDRE DE LA C.F.D.T. A signaler !

Une infâme escroquerie syndicale sur le dos des travailleurs syndiqués P.T.T. - C.F.D.T.

Après un mois de grève qui pèse lourdement sur nos épaules, le patronat déduit ces journées de grève sur les quatre mois à venir !

La centre syndicale, « elle », a trouvé un moyen très judicieux pour éviter de trop vider les caisses en payant des indemnités de grève.

Elle donne « huit jours » de délai afin que les fiches des travailleurs grévistes lui soient retournées (sans signaler toutefois que ce délai dépassé, toute indemnité est purement et simplement supprimée.)

Vraiment c'est « sublime » dans le genre et malheureusement nombreux sont les travailleurs qui vont avoir dépassé ce délai plus que bref, et qui seront informés après coup qu'ils n'ont plus droit.

Par qui a-t-il été imposé ce délai, et pourquoi ?

Les travailleurs eux, tout bêtement, vont s'apercevoir que pour la centrale syndicale il n'y a pas de demi-mesure. Il n'y a même pas la possibilité de lire un dossier séparé pour les mandataires. Cela supposerait un peu plus de travail pour ceux qui gèrent le syndicat !

Que les travailleurs protestent comme moi, auprès de leur section locale, ou bien à Paris... La même réponse qu'ils obtiennent est qu'il faut de la « DISCIPLINE ».

De toute façon, cette histoire de délai à ne pas dépasser aurait été calculée sciemment, que

cela n'aurait pas été mieux fait. Décidément les patrons ne sont pas les seuls à posséder la science de la tactique et de la ruse pour se jouer des travailleurs !

Allons-nous continuer à être escroqués par le patronat en premier lieu, et maintenant par les centrales syndicales ?

La Sécurité sociale elle-même, un organisme d'Etat, ne se permet pas d'être aussi autoritaire et spéculatrice. Elle donne un délai de validité de deux mois sur ses mandats, et ne se permet pas de supprimer le paiement, ce délai dépassé. Eût-il donc été si difficile à ces seigneurs syndicaux de fixer un délai un peu plus long tout de même, que les huit jours en question, et même de constituer un dossier ultérieurement pour les retardataires ? Il est vrai que cela démontrerait une solidarité humaine et sociale qu'ils n'ont certes pas.

De tels syndicats n'ont rien de syndicalistes ni de révolutionnaires ; ils ne sont gérés que par des profiteurs assoiffés de puissance et de pouvoir, pour lesquels nous ne sommes que le marchepied qui leur permet de gravir l'échelon de la cupidité politique.

Dans cette parodie syndicale, il n'y a qu'une vaste tromperie, mais à force de la dénoncer, les travailleurs cesseront d'en être dupes.

La méthode que vient d'employer la C.F.D.T. est une tactique ignoble et insupportable que nous n'acceptons pas, et que nous signalons à toute la presse.

Une syndiquée P.T.T. - C.F.D.T. de la Rochelle.
A. PEREZ.

C.F.T. = FASCISME

(Suite)

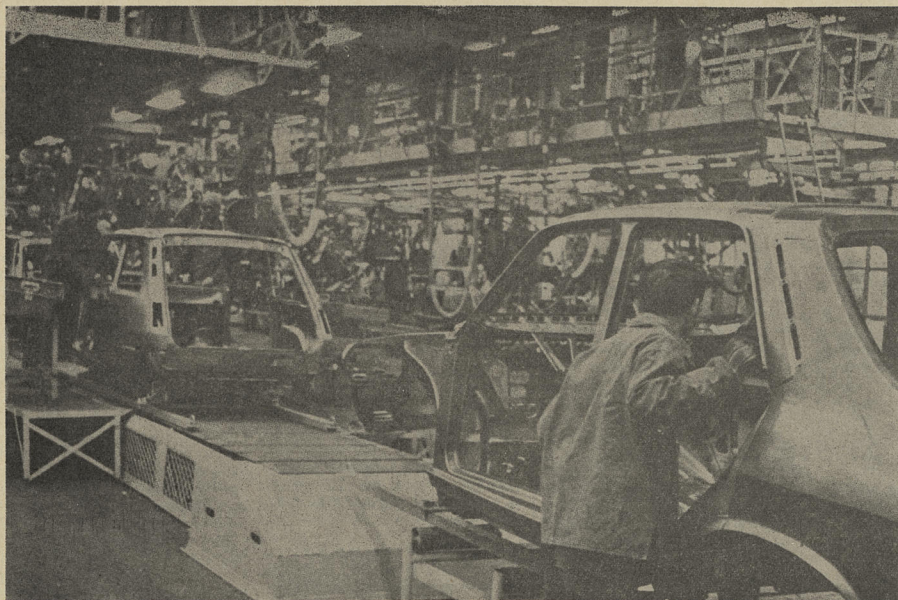
5 heures et demie d'audience devant la cinquième Chambre du Tribunal correctionnel de Lyon ! La section C.G.T. de Berliet dénonçait les agissements de la C.F.T. et de la direction de la grande entreprise automobile. Les accusés étaient Messieurs Paul Berliet, P.D.G., Paul Bregon, directeur des relations du travail et Michel Bocquillon, cadre à la Direction du personnel. On apprend bien des choses étranges, qui éclairaient suffisamment pour ne plus avoir le moindre doute sur la nature de cette mafia au service du patronat qu'est la C.F.T. En septembre 1971 (déjà) un rendez-vous a eu lieu au Sofitel, de Paris, entre Berliet, Bregon, Simakis (secrétaire général de la C.F.T.) et Blanc, de Citroën. La semaine suivante, c'est à Lyon que Berliet et Bregon vont rencontrer Perret et Michaud, deux adhérents de la C.F.T. Ces contacts vont se poursuivre, et s'étendre à un dénommé Gaillard, responsable d'une boîte intérimaire, la S.I.T.E.R., qui aura la charge de recruter notamment des anciens légionnaires ou paras, afin de former des commandos à la dévotion du patron, prêts à intervenir en cas de grève, par exem-

ple. Bregon, le bras droit de Paul Berliet, ne dément pas ces faits, mais fait mine de les désapprouver, sans convaincre.

Afin de vouloir démontrer la représentativité de la C.F.T. dans l'entreprise, Bocquillon utilisa en 1970 le fichier de l'usine pour rédiger de fausses cartes d'adhésion. Lui non plus ne peut nier cette accusation, et se trouble beaucoup, ce qui correspond à un aveu. Ce dossier a pu être constitué en grande partie, grâce à un ex-militant de la C.F.T.-Berliet : Michaud, qui quitta cette clique fasciste avec éclat. C'est son absence à cette audience du 6 janvier, qui rend nécessaire une nouvelle confrontation, fixée au 21 avril. Sans doute la condamnation des « *protecteurs* » de la C.F.T. (si elle a lieu !) profitera surtout au syndicat C.G.T., qui est l'accusateur... mais elle aura aussi un aspect très positif : celui d'ouvrir les yeux à des travailleurs mal informés, qui auraient pu être trompés par ces « *rescapés* » du pétinisme.

Affaire à suivre, donc... Nous en reparlerons.

Bernard LANZA.



Ce siècle, qui est celui de la bureaucratie et de la « productivité » devait être aussi, fatalement, celui de la psychologie appliquée. Depuis une quarantaine d'années, en effet, celle-ci se développe à un rythme régulier, qui s'est récemment accéléré. Sous des noms différents, « Human engineering », « psychologie industrielle », « organisation du travail », « dynamique des groupes », elle s'est officiellement imposée aux Etats-Unis et elle gagne la France. On trouve outre-Atlantique un nombre important de psychologues professionnels employés dans des firmes industrielles et des agences d'Etat. Et, quoiqu'en France la direction des grandes entreprises se contente généralement des notions courantes de psychologie moderne, on se rapproche un peu plus chaque année des méthodes américaines. Ce n'est pas tellement étonnant : puisqu'il s'agit, en France comme partout ailleurs, de production et puisque l'efficacité du travailleur, à tous les échelons, dépend de son état d'esprit, de son passé social, de ses aspirations, etc., rien ne saurait être négligé qui puisse le faire mieux utiliser et, sans doute, le mettre dans les meilleures dispositions. Aussi la nécessité corrélatrice de l'organisation, de la rationalisation et de la sélection constitue-t-elle, en dépit de tout, le mobile primordial de la psychologie moderne et de la mise en place de ses techniques.

LE TAYLORISME

Le taylorisme apparut sans doute comme la première tentative de rationalisation du travail industriel. Son inventeur en définit les idées maîtresses dans son ouvrage *Shop Management*, publié en 1903. Elles portent essentiellement sur trois points :

1) La sélection de l'ouvrier. Il faut recruter « uniquement les hommes bons », c'est-à-dire ceux qui présentent les aptitudes nécessaires à l'emploi qu'on se propose de leur confier, ces aptitudes garantissant l'efficacité de leur travail et évitant la déperdition de l'énergie.

2) L'éducation fonctionnelle de l'ouvrier et le chronométrage. Il s'agit ensuite d'instruire convenablement les ouvriers choisis afin d'éviter le geste inutile et la perte de temps qui se traduisent pour l'entreprise par une baisse des bénéfices. Le chronométrage est le nécessaire point de départ de cette éducation. Les bases du chronométrage, et donc de l'éducation du travailleur, telles que les conçoit Taylor se résument en un certain nombre d'impératifs :

- diviser le travail en temps élémentaires ;
- repérer tous les mouvements inutiles et les éliminer ;
- étudier le pourcentage qu'il convient d'ajouter aux temps enregistrés pour couvrir les retards inévitables ;
- fixer le pourcentage qu'il faut ajouter pour les repos et étudier les intervalles auxquels ceux-ci doivent être accordés pour réduire la fatigue ;
- reconstituer les combinaisons de mouvements élémentaires que l'on retrouve le plus souvent dans les

travaux de l'atelier, enregistrer les temps de ces groupes de mouvements et les classer.

3) La « flânerie systématique » et le système différentiel de salaires institué pour la combattre. Taylor présente la flânerie systématique comme un postulat, à savoir que, lorsqu'on affecte un certain nombre d'ouvriers à un travail similaire et qu'on les paie à un tarif journalier uniforme, les meilleurs ralentissent leur vitesse d'exécution jusqu'à ce qu'elle rejoigne celle des moins productifs. Il préconise, comme moyen de lutte, un système de salaire différentiel tel que : d'une part, si la production de base n'est pas atteinte, $S = sn$; d'autre part, si la production de base est atteinte, $S = k \cdot sn$, S désignant le salaire effectivement perçu par l'ouvrier, sn le salaire normal et k un coefficient supérieur à 1, fonction de l'activité déployée.

Sélection, apprentissage, motivation, telles sont donc les trois données conjointes à partir desquelles Taylor envisage la possibilité d'une organisation rationnelle du travail.

Bien qu'un certain nombre de correctifs, en vertu des codes humanistes, aient été apportés au taylorisme, ses grands principes continuent d'être exploités plus ou moins inconsciemment par les psychologues contemporains et son plan en trois points constitue implicitement le modèle théorique adéquat de la psychologie moderne. Il faut donc admettre, après Didier Deleule (1), que le taylorisme n'a été rendu lui-même possible, en définitive, « que par l'ébauche des techniques psychologiques venues à point nommé », qu'il n'est autre chose « que la conscience cynique de la finalité exacte de la psychologie moderne et de ses techniques », la protestation humaniste apparaissant alors comme une forme de « fausse conscience » des motivations réelles de la psychologie moderne et des problèmes qu'il lui est donné de résoudre, lesquels, on va le voir, se posent encore et toujours en termes de rendement, d'efficacité et de réussite.

RATIONALISATION OU SÉLECTION

La première forme de rationalisation du travail au sein de la psychologie moderne est liée intrinsèquement au concept d'aptitude. Le concept d'aptitude apparaît d'emblée comme la clé de voûte de la psychologie moderne. Seulement, il s'agit bien moins de déceler et d'évaluer des aptitudes individuelles en vue de susciter ou d'encourager des vocations que de classer hiérarchiquement des intelligences ; ainsi, parlant de son échelle métrique de l'intelligence, A. Binet déclare : « Cette échelle permet, non pas à proprement parler, la mesure de l'intelligence, car les qualités intellectuelles ne se mesurent pas comme des longueurs, elles ne sont pas superposables, mais un classement, une hiérarchie entre des intelligences diverses ; et pour les besoins de la pratique, ce classement équivaut à une mesure ». (« L'Année psychologique », 1905.) Mais, ce qui est sur-

du TAYLORISME à la PSYCHOLOGIE MODERNE

tout à remarquer, c'est que ce classement répond davantage à un souci d'ordre économique et social qu'à un ensemble de critères scientifiques bien définis. Ainsi, le psychologue appréciera l'intelligence de ses sujets à travers le dynamisme dont ils auront fait preuve dans l'exécution d'une tâche particulière, à travers la plus ou moins grande facilité avec laquelle ils se seront adaptés à une situation nouvelle, le tout étant lié très étroitement à la possibilité de leur réussite sociale, à leur faculté d'intégration au corps social. Tout se passe comme si les ultimes références de la psychologie étaient l'économique et le social. Pour s'en convaincre, il n'est besoin que de se reporter au compte rendu d'une enquête psychologique conduite par Terman, portant sur deux groupes d'individus. Rapportant cette enquête, Eysenck écrit en effet : « Quant à l'équilibre social, il était de beaucoup inférieur dans le groupe C. Au cours des études secondaires et universitaires, les membres du groupe A occupèrent des postes de dirigeants bien plus souvent que ceux de l'autre groupe. Plus tard, le pourcentage de mariage fut moindre chez les C que chez les A pendant que la fréquence du divorce doublait chez les premiers. Le bonheur conjugal régnait plus chez les hommes du groupe A et chez leurs épouses que chez les autres. L'infériorité de l'adaptation chez les sujets du groupe C se reconnaît aussi au chômage répété, aux nombreux changements d'emploi qui n'apportent aucune amélioration de situation (...). Les cotations probantes par elles-mêmes, les cotations des parents, des épouses, des auxiliaires sociaux, s'accordent toutes et enregistrent chez les hommes du groupe A une supériorité de persévérance, de confiance en soi et un sens plus parfait de l'adaptation aux buts poursuivis. Ces hommes sont débarrassés de tout sentiment d'infériorité et dépassent les hommes du groupe C par leur présentation, leur force d'attraction, leur vivacité, leur pondération, leur intérêt sans cesse en éveil, leur curiosité, leur originalité et leur bienveillance ». (« Us et abus de la psychologie », trad. M. Dumoulin, Ed. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1956, p. 57.) Bref, l'idée même de classement hiérarchique des intelligences passe nécessairement par le renforcement de l'appareil des tests d'aptitude à l'aide de techniques permettant de cerner la personnalité des sujets. Or, il ne s'agit rien moins, au départ, que de dépister les mauvais sujets, c'est-à-dire ceux qui ne présentent pas les aptitudes nécessaires à l'adaptation socio-économique, afin de les séparer des bons sujets, une contamination étant toujours possible. Quels sont donc les sujets auxquels l'aptitude à l'adaptation fait défaut ? En d'autres termes, quels sont les mauvais sujets ? Comme il fallait s'y attendre, les inadaptes sociaux et économiques, les mauvais sujets sont d'abord et surtout les chômeurs. Le classement hiérarchique des intelligences débouche ainsi, en suprême instance, sur la détection des chômeurs et donc sur l'analyse psychologique du chômeur. C'est ainsi que l'on trouve sous la plume de Billon (« Psychologie de l'homme au travail », Ouvrage collectif [Ed. Delachaux et Niestlé], p. 203) les remarques suivantes : « Par principe, chaque fois que l'on étudie la possibilité d'apprendre un nouveau métier à un chômeur, on doit commencer par lui poser cette question : « Pourqu'êtes-vous en chômage ? ». Certes, un manque en places disponibles peut se produire, si bien que tous les demandeurs ne peuvent toujours trouver un emploi ; mais les bons professionnels sont précisément ceux qui conservent leur occupation ou qui, en tout cas, en trouvent toujours une nouvelle. (...) Un chômeur est donc généralement un homme qui a plus ou moins échoué dans sa profession. Il est de ces malheureux auxquels aucun travail ne réussit, qui ont toujours l'impression que tout ce qu'ils font est trop pénible pour eux, que leurs supérieurs n'ont aucune compréhension pour leur misère et que personne n'est capable de leur trouver l'emploi convenable » (2). Mais surtout, il apparaît que le chômeur est davantage considéré comme un meneur en puissance qui, lorsqu'il aura retrouvé un emploi, perturbera forcément l'harmonie du groupe et la bonne marche de l'entreprise, que comme une victime d'une situation économique particulière, et qu'il convient de « reclasser ». Dans un second temps, donc, il appartient à la psychologie moderne de traquer en toutes occasions les futurs agitateurs. C'est, en tout cas, ce que semble préconiser Carrard, dans l'ouvrage collectif mentionné ci-dessus : « Le premier exemple (action

subversive d'un agitateur et qui conduit à son renvoi) témoigne de l'influence d'un individu isolé, qui réussit à rompre l'unité collective de l'entreprise. Chaque supérieur sait, par expérience, combien vite de tels êtres réussissent à empoisonner une atmosphère d'équipe. Les moyens qu'ils utilisent sont presque toujours les mêmes : on réunit autour de soi les mécontents, on lutte à coups d'arguments démagogiques et de slogans, qui agissent en vertu de leur énoncé simpliste ; on répand des bruits calomnieux, on déforme les faits ou bien on les passe sous silence, et on en appelle en même temps aux instincts inférieurs de l'auditoire, tels que la haine, la vengeance, l'envie, etc. ». Le verdict ne se fait pas attendre : « Dans les cas où tout effort va en pure perte, soit que l'on ait affaire à un incorrigible, soit que le supérieur ne possède point la dose de compréhension et l'autorité nécessaires pour corriger l'homme, un déplacement ou le renvoi sont les solutions les meilleures. Car, si l'on tolère le « subversif », il épuise le supérieur aussi bien que ses camarades de travail ; l'atmosphère est empoisonnée, et l'intéressé lui-même n'en tire aucun enseignement. Le renvoi est, dans certains cas, le seul et ultime moyen d'amener ce genre d'hommes à se faire une raison. » (*Op. cit.*, pp. 235 et 236 sqq.)

LA CONSÉCRATION SCIENTIFIQUE DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME

De la sorte, on passe insensiblement de la détection du chômeur à la détection du meneur, et la psychologie moderne peut dès lors poser en toute quiétude les jalons d'une rééducation — toujours possible lorsqu'il n'est pas trop tard — des sujets dévoyés. Or, il se trouve d'emblée que cette rééducation porte davantage sur la réorganisation de la personnalité du sujet en vue de sa fusion dans le groupe social que sur une éventuelle orientation professionnelle en fonction de ses aptitudes. Cette rééducation doit être à même, suivant les cas, de prévenir ou d'éliminer le coefficient d'agressivité ou d'adversité dont l'individu est porteur et qui menace, de la sorte, l'entourage de ce dernier. Une fois débarrassé de tous ces agents perturbateurs, l'individu pourra redevenir l'individu docile, bon mari, bon père, bon employé, bon citoyen, qu'il n'aurait jamais dû oublier d'être. (Deleule, « La Psychologie, mythe scientifique », pp. 138-139.) Au stade de l'éducation proprement dite, il s'agira donc d'apprendre aux sujets à s'intégrer dans le corps social et à éviter d'entrer en conflit avec les autres individus sociaux. Le but véritable de l'apprentissage tel que l'envisage la psychologie moderne se dessine enfin : c'est la réconciliation de l'individu frustré professionnellement avec la classe possédante, c'est la réconciliation des classes sociales, c'est, en un mot, la disparition de la lutte des classes. Techniquement, c'est la sociométrie qui doit apparaître comme l'outil privilégié de cet apprentissage, et donc réaliser la réconciliation des classes. « La sociométrie est l'éthique sociale, par excellence. Derrière le front des opérations sociométriques se dissimule un ensemble de principes éthiques. Entre les lignes d'un test sociométrique, nous recommandons à nos sujets de prendre telle attitude morale : « Quand vous choisissez ou quand vous rejetez un partenaire, soyez sincère », « soyez spontané » ; quand, dans un psychodrame ou un sociodrame, nous demandons aux participants (individus ou groupes) de mettre en scène leurs problèmes, nous leur recommandons de ne pas s'enfermer dans leur égoïsme et de se montrer généreux ; en d'autres termes, nos prescriptions sont d'ordre éthique : 1° Dis la vérité et tu recevras la vérité ; 2° Donne ton amour au groupe et il te répondra par son amour pour toi ; 3° Sois spontané et tu rencontreras la spontanéité ». (Moreno - « Fondements de la sociométrie », trad. H. Lesage et P.-H. Maucorps, P.U.F., 1954, p. 60.) En ce sens, la psychologie moderne se révèle être

davantage une « hygiène sociale » dont il s'agit de faire profiter l'ensemble des groupes sociaux qu'une « hygiène mentale individuelle », et, par-dessus tout, l'instrument adéquat de la protection du corps social en présence, autrement dit de l'ordre établi. L'individu doit être éduqué ou rééduqué non pas pour lui-même, mais pour le groupe social dans son ensemble dont il faut à tout prix assurer la sécurité.

Ainsi défini, l'apprentissage psycho-socio-économique des individus ouvre inmanquablement la voie à la généralisation abusive du « système des primes », dernier avatar de la psychologie moderne, puisqu'il faut bien offrir une compensation au sujet que l'on se propose d'arracher à ses phantasmes vindicatifs et de remettre dans le droit chemin, et récompenser celui qui a su acquiescer les aptitudes à l'adaptation socio-économique, c'est-à-dire celui qui a su s'intégrer dans le social et devenir un bon employé, entendons un bon producteur, un bon père de famille et un bon citoyen — le fait pour lui d'être considéré comme bon père de famille et bon citoyen étant lié indissolublement à sa réussite sociale, c'est-à-dire en définitive à ses qualités d'employé modèle et à ses capacités de bon producteur. Composante pratique essentielle des techniques de la psychologie moderne, le système des primes intervient ainsi, pour l'individu, comme le critère de sa réussite sociale, et s'offre finalement comme le garant de la bonne marche de l'entreprise et l'ange exterminateur des conflits sociaux, dès lors que tout travailleur, s'il s'applique et se donne tout entier à sa tâche, et s'il fait preuve de bonne volonté, peut et doit y trouver son compte.

On connaît pourtant les conséquences de la mise en place du système des primes. C'est, tout d'abord, une âpre rivalité entre les travailleurs d'une même entreprise, d'un même service ou d'un même atelier, dans la mesure où le calcul des rendements individuels et l'octroi des primes sont chargés, fondamentalement, de départager les candidats ou les employés au même poste et d'éliminer les plus mauvais producteurs. C'est, ensuite, la soumission de tous aux cadences infernales, et, par-delà cette soumission forcée, le découragement — et le retour possible au chômage — du plus grand nombre, les plus habiles seuls — ou les plus fous — étant capables de réussir des heures durant un rendement maximal. Quel travailleur à la chaîne, en effet, n'a jamais tenu ces propos de culpabilisation : « Le rendement que l'on exige de moi est trop élevé ; il me faut quitter mon emploi » ? Quel travailleur à la

chaîne récemment embauché n'a jamais ressenti un complexe d'infériorité vis-à-vis de ceux qui ont un bon rendement ? C'est, enfin et surtout, l'aliénation de tous, rendue inévitable par la monotonie du geste, la mécanisation des rapports humains, la domination de l'homme par la machine.

On le voit, rien ne manque à la psychologie moderne pour se constituer en digne continuateur du taylorisme : depuis la sélection des sujets jusqu'à l'appât moteur, en passant par l'organisation ou la réorganisation de la personnalité de l'individu, elle en détient tous les éléments du programme. Il semblerait donc que la psychologie moderne — et pas forcément le psychologue — ait passablement loupé sa vocation. Le fait qu'elle ait changé sa « neutralité » originelle contre une prise de position idéologique bien déterminée pour se mettre davantage au service de l'économique et du social qu'au service de l'homme porte en tout cas à le croire. Le danger, certes, n'est encore que latent. Il sera réel lorsque la rationalisation du travail et des rapports sociaux constituera à elle seule la visée de la psychologie moderne. Il faut donc souhaiter que l'organisation rationnelle du travail et de la vie sociale ne soit qu'un incident de parcours provisoire, une excroissance passagère de la psychologie moderne, et que cette dernière redevenue la science au service de l'homme qu'elle était supposée être.

Patrick PIDUTTI.

NOTES

(1) « La Psychologie, mythe scientifique - Pour introduire à la psychologie moderne » ; Paris, Robert Laffont éd., 1969, p. 99. Toutes les citations proposées dans cet article sont tirées de cet ouvrage.

(2) A l'opposé le portrait psychologique du chef, de celui qui a réussi socialement, se trouve être évidemment le suivant :

« ...Nous leverons chez le directeur aux aptitudes innées de chef la présence d'un don de connaître les hommes, et celui de les comprendre ; de l'objectivité et un esprit serviable ; une assurance dépourvue de raideur ; de l'initiative avec le sens des solutions pratiques ; de la décision doublée d'esprit critique ; le goût et le sens des responsabilités ; enfin une efficacité communicative, irrésistible. » (*Op. cit.*, p. 213.)



TRANSPORTS URBAINS : QUI NOUS ROULE ?

Les difficultés des transports urbains constituent un problème d'actualité pour lequel chacun apporte sa solution allant de la démagogie totale à la plus extrême prudence réactionnaire. Il nous semble bon d'apporter nos propositions sortant des sentiers battus dont les politiciens de tout acabit se complaisent.

Commission « Transports ».

A priori, pour toutes les personnes peu au fait du problème, les difficultés du transport urbain paraissent très simples à résoudre. A les entendre, il suffirait de supprimer ceci, augmenter cela pour apporter quelques facilités dans les millions de déplacements journaliers. Evidemment, réduit à sa plus simple expression le problème est bien celui-là. Or, sans tomber dans les méandres inextricables des technocrates qui, en voulant simplifier, compliquent, ce problème des transports urbains fait intervenir de nombreux éléments dont on a préjugé l'importance fondamentale. Ainsi, doivent être pris en considération le type d'urbanisation et sa densité qui, en donnant aux villes et aux quartiers une physiologie particulière, privilégient certains types de transport; le niveau de vie favorisant des moyens plus individuels et confortables; et, aussi, le contexte juridique, politique et économique laissant aux villes une plus ou moins grande autonomie dans les moyens. A cela, il manquerait un élément important: si nous omettions d'indiquer les conceptions et les moyens de pression déterminés par les pouvoirs publics.

Le développement des zones urbaines, l'éloignement toujours grandissant entre l'habitat et le lieu de travail aggravent la longueur des déplacements. Ainsi, par exemple, lorsqu'il se crée quatre emplois de bureau à Paris ou en proche banlieue, il ne se crée qu'un emploi industriel en grande banlieue ou sur les zones d'extension du schéma-directeur. Quelques chiffres méritent d'être cités car, à eux seuls, ils situent le problème.

— Migration: de 1962 à 1968, les liaisons de banlieue vers Paris ont augmenté de 25 % soit, chaque année, 25.000 migrants quotidiens supplémentaires.

— Evolution: le trafic des déplacements augmente beaucoup de banlieue à banlieue, moyennement entre Paris et la banlieue et reste stable dans Paris.

— Diversification: la demande de transport en métro ou à la SNCF vers la banlieue augmente régulièrement aux heures de pointe, par contre, elle diminue légèrement sur le réseau autobus. La voiture joue un rôle décisif dans les liaisons interbanlieues.

L'OFFRE PROGRESSE LENTEMENT:

— Modernisation d'une large part du parc d'autobus, mais faible extension du réseau. Malgré la création de couloirs, le nombre de km/h baisse chaque année (9,8 km/h en 1972).

— Modernisation plus lente du métropolitain et du réseau SNCF, quelques créations de gares ou stations nouvelles.

— Les grands travaux de voirie, par contre (autoroutes, périphérique, voie express) et la création de près de 40.000 places de stationnement traduisent un réel effort envers l'automobile.

Malgré les déclarations d'intention, les transports en commun ne sont plus adaptés aux besoins contemporains; c'est une évidence très clairement vécue par les travailleurs, négligée par le patronat et l'Etat dont les efforts en ce domaine sont très nettement en dessous de tout. Alors que le VI^e plan prévoit un taux annuel de 7 % d'augmentation du trafic voyageurs, l'on constate à Paris comme en province une baisse régulière du trafic transports en commun à l'avantage des véhicules individuels, au grand profit des constructeurs automobiles dont l'Etat a toujours favorisé les visées. Le VI^e plan encore accorde 4 milliards

bénéfice du transport individuel, derrière lequel on sent poindre la pesanteur de l'industrie automobile.

Il ne semble pas qu'en haut lieu nos exploités tiennent à favoriser un transport décent, rapide et au moindre prix. Hormis des réalisations prestigieuses, comme le R.E.R. (1), ils ne veulent pas sacrifier l'automobile au profit d'un transport collectif adapté à l'univers par trop concentrationnaire des grandes villes. Il faut conformer les besoins aux exigences de l'homme et non pas faire l'inverse comme c'est généralement le cas. Les transports restent un élément parmi ces besoins et il serait nécessaire, sinon urgent, de les adapter aux réalités quotidiennes des déplacements, qu'il s'agisse de la résorption de l'entassement aux heures de pointe à leur fonctionnement 24 heures sur 24. Et que l'on ne nous parle pas de rentabilité car si celle-ci consiste à privilégier l'automobile, donc à augmenter les accidents de toute nature dont les coûts, pas seulement sanitaires et sociaux, sont incalculables pour la collectivité (2), ou si elle conduit...

Le transport collectif traduit l'un des aspects de la « qualité de la vie » tant exaltés ces derniers temps. Elle, et les transports, du même coup, ne rentreront dans les faits que lorsque sera mis à bas cette société spoliatrice où l'homme est immolé sur l'autel du profit.

(1) Coût R.E.R.: 80 à 90 millions de F/km.

Coût autoroute en zone urbaine: 20 à 30 millions de F/km.

(2) Coûts pour les Compagnies d'Assurance des Accidents routiers (3 mois vacances): 177 milliards d'anciens francs.

Nota. — En guise de suggestions nous vous proposons quelques mesures immédiates entrant dans le cadre traditionnel des revendications syndicales:

1^o Réévaluer à un juste niveau la prime de transport, et l'indexer selon les hausses des tarifs de transport.

2^o Ajouter à la prime un supplément variable déterminé par le coût hebdomadaire du transport de l'intéressé.

3^o Intégrer dans la journée de 8 h le mi-temps de transport.

ANNEXE 1

... Mais, dès à présent, la pollution d'origine automobile — sur laquelle l'opinion s'est focalisée — est devenue l'un des soucis majeurs de tous ceux qui vivent dans les villes. Dans certaines agglomérations, comme Tokyo ou San Francisco, la pollution par l'oxyde de carbone que contiennent les gaz d'échappement a atteint un point tel, à certaines heures, qu'elle oblige les agents de la circulation à porter un masque à gaz. Outre l'oxyde de carbone, les automobiles déga-

gent aussi des vapeurs de plomb résultant d'une combustion incomplète des hydrocarbures.

Or le parc automobile mondial dépassant aujourd'hui 140 millions de véhicules, et croissant au rythme annuel de 10 %, on peut s'attendre, d'ici à 1980, à une aggravation de la pollution due aux gaz d'échappement de près du double de celle que nous connaissons actuellement, si rien n'est fait pour y porter remède. Les conséquences de cette aggravation inéluctable de la pollution atmosphérique sont considérées comme étant particulièrement dangereuses. L'étroite corrélation existant entre la mortalité du fait des maladies respiratoires et cardiaques et la pollution de l'air que nous respirons dans les villes est désormais prouvée...

L'ENTREPRISE

N° 324: « la Pollution: l'obsession du siècle ». Jacques Leroy.

ANNEXE 2

... Aux Etats-Unis, on compte, en 1970, une voiture pour deux personnes, soit deux fois plus par habitant qu'en Europe occidentale. Cependant, rapporté à la surface, au kilomètre carré, nous avons neuf fois plus d'automobiles qu'eux. Quand nous aurons rattrapé la densité actuelle U.S.A. de voitures par habitant — au train où nous marchons, ce sera au cours de la prochaine décennie — nous en aurons 18 fois plus à l'hectare. En 1971, le Congrès américain diminua les taxes fédérales sur les automobiles « pour favoriser l'emploi... un stimulateur économique aussi important aurait pu être obtenu par la rénovation des villes », nous dit A. Sasson. Et ce dernier n'eût pas été polluant; mais le lobby automobile est puissant. Cependant, les études du Club de Rome, qui condamnent l'automobile privée, ont été financées par la fondation Volkswagen, dirigées par le président de Fiat: intéressant !...

« L'Utopie ou la Mort », de R. Dumont.

ANNEXE 3
Parc automobile des ménages en 1972: 11.442.606 unités.

Pourcentage de ménages équipés:
— d'au moins une voiture: 60,2 %;
— de 2 voitures et plus: 7,6 %.

Le taux de possession des automobiles ne varie pas avec la catégorie d'habitat (sauf pour la Région parisienne dont le taux est de 55 %); mais il varie fortement avec la catégorie socio-professionnelle.

	% de ménages ayant au moins une voiture
C.S.P.	
Agriculteurs	84,3
Salariés agricoles	57,5
Professions indépendantes	
indépendantes	81
Cadres supérieurs	92,4
Cadres moyens	86,8
Employés	63
Ouvriers	63,1
Inactifs	31,5

FRAIS D'UTILISATION

D'après l'I.N.S.E.E., « les frais d'achat et d'utilisation des automobiles (assurances non comprises) occupent une place prépondérante dans l'ensemble des frais de transport. Ces frais s'élèvent à 2.505 F par ménage en moyenne (dont essence 1.505 F), soit plus de 11 % du budget des ménages et 96 % des dépenses de transport. »

KILOMETRAGE

Le kilométrage annuel moyen parcouru par chaque véhicule est de 11.459 km en 1972. Pour la Région parisienne, ce chiffre se monte à 13.336 km. Compte tenu que le taux de possession est nettement moins élevé dans la Région parisienne, on peut dire que le taux d'utilisation de la voiture dans cette région est beaucoup plus élevé que dans les autres régions. Cela s'explique par le désastre des transports en commun qui oblige les habitants à utiliser leur véhicule.

SOURCES

Collection de l'I.N.S.E.E. n° « M 32 ». L'Argus du 12 septembre 1974.

ANNEXE 4

Légende	salariés agricoles		ouvrier spécialisé		employé	
	2 CV	Simca 1301	Aronde	R 16	R 4	Simca
vitesse généralisée en km/h	R	E	V	P	V	1501
	11	6	11	8	11	B
	petit patron		cadre sup.		profession lib.	
vitesse généralisée en km/h	Ami 6	Opel Record	Fiat 850	ID 19	Fiat 500	DS 21
	R	V	R	P	P	R
	17	12	26	14	27	14

P = Paris; B = banlieue; V = ville moyenne; R = commune rurale.

D'après le Monde du 24 juillet 1974, « L'automobile ne fait pas gagner du temps. » Yves Debouvier et J.P. Dupuy.

D'après ce tableau, on constate que l'automobile est génératrice d'inégalités sociales dans la

mesure où plus on grimpe les échelons de la hiérarchie sociale plus la vitesse généralisée est forte.

Par ailleurs, on constate que, pour une catégorie donnée, c'est l'automobile la moins performante (intrinsèquement) et la moins coûteuse qui a la vitesse généralisée la plus forte.

Moyens	Tous déplacements	Banlieue vers Paris
Tr. en commun	70 %	84 %
dont Métro-SNCF	44 %	61 %
Bus	26 %	23 %
Voitures particulières	12 %	12 %
Divers	18 %	4 %

• Statistiques de 1968.

Temps moyen de transport en 1968: 1 h 30 (A. et R.).

LA DEMANDE S'ACCROIT:

— Croissance: 11,4 M de déplacement en 1965 et 12,2 en 1969, soit une augmentation annuelle d'environ 2 %.

de francs d'autorisations de programme pour la construction de 500 km de voie rapide dans les grandes villes, tandis que les transports collectifs ne font l'objet que d'une « déclaration de priorité » de 320 millions de francs, soit dix fois moins! On ne peut être plus clair sur la volonté gouvernementale de brader les transports en commun au



LE FÉDÉRALISME AUTOGESTIONNAIRE

LES ATOMES

NOUS VEULENT-ILS DU BIEN ?

Le samedi 16 novembre, les groupes parisiens de la F.A. participaient à la manifestation organisée devant l'ORTF pour protester contre la censure en général, et celle imposée à l'émission « Les Atomes nous veulent-ils du bien ? » en particulier (*). Ce film, de Claude Otzenberger, fournissait à propos de l'atome une information « différente ».

Pourquoi une information différente ?

Pourquoi une information censurée ?

Le nucléaire, en France, concerne deux domaines officiellement disjoints totalement : le domaine militaire (la bombe et autres gadgets), et le domaine dit « pacifique » : les centrales nucléaires.

La bombe : on sait ce qu'il y a à en dire...

Quant aux centrales nucléaires : le piège à gogos pour naïfs à courte vue. Que nous en dit-on dans les hautes sphères (CEA, EDF...) ? Que l'énergie nucléaire est l'énergie propre par excellence... mais on nous cache soigneusement les aspects hyperpolluants de cette technologie : pollution thermique des eaux (rivières, côtes marines) utilisées pour le refroidissement de ces réacteurs ; risques d'accidents (on ne compte plus les « pépins » qui sont arrivés depuis 10 ans, et les centrales françaises et U.S. ne fonctionnent en moyenne qu'à 40 % de leur puissance affichée, tant la fiabilité de cette technologie est faible) ; problème insoluble posé par les déchets radioactifs, qu'il faudrait parquer par milliers de tonnes, et surveiller étroitement, au jour le jour, pendant des siècles... Aucune solution n'est en vue, mais on continue tout de même à construire des centrales et à les faire fonctionner...

On nous dit que l'énergie nucléaire, c'est la panacée qui nous garantit l'indépendance énergétique... Indépendance, tu parles : ce ne sont peut-être pas les pays arabes qui nous fournissent l'uranium, mais c'est le Gabon, ce

qui change évidemment du tout au tout. Indépendance économique ? à d'autres... Pour le moment et pour longtemps encore, les centrales nucléaires ont plus consommé d'énergie (construction, élaboration du combustible, traitement des déchets) qu'elles n'en ont fournies, et de loin. Et ce processus ne risque pas de s'infléchir tant que les centrales fonctionneront si mal !

On nous dit que cette source d'énergie inépuisable (?) nous permettra de ne pas regarder à la dépense, de nous livrer à la gabegie, et nous ouvrira les portes de la vraie civilisation du confort... mais ce que l'on nous cachera toujours, c'est toute l'ossature hypercentralisée de cette infrastructure énergétique, c'est cette entière dépendance de l'homme envers un monopole hautement spécialisé, c'est cette soumission de l'individu à une technologie formidablement sophistiquée et dangereuse. Ça, la civilisation du confort ?

Il reste encore au moins un masque à lever : celui du prétendu « pacifisme » des centrales nucléaires. Il suffit de remarquer que ces dites centrales constituent l'unique fournisseur de plutonium, ce hi-dé-hi plutonium dont on ne se sert que pour une seule chose : la bombe atomique !

Ah c'est ça l'atome pacifique ? On serait presque tenté de croire que dans toute cette histoire de centrales nucléaires l'aspect génération d'électricité n'est qu'un leurre, et que la production guerrière est la vraie vocation de ces satanées installations...

Voilà pourquoi nous ne voulons pas de cet atome, source pernicieuse de domination, véritable agent de mort.

E. de SEVERAC.

(*) On a pu lire dans le Journal officiel, fin novembre, que, suite au bruit fait autour de cette affaire, le Premier ministre s'engageait à ce que cette émission soit effectivement programmée.

L'Etat semblait une forme contraignante, inadaptée à une société vraiment libre et sans propriété. Il fallait donc étudier les possibilités rationnelles d'organisation, qui respectent la liberté. Les marxistes, en bons matérialistes historiques, nieront les arguments que nous allons présenter. Mais la théorie du déperissement de l'Etat est-elle compatible avec le matérialisme historique ?

Pour concrétiser notre idée, pour démontrer le fonctionnement du fédéralisme, nous serons amenés à citer de nombreux exemples, qui ne seront pas des modèles mais des illustrations. Ce qui ramènera le fédéralisme au rang d'utopie au rang de la réalité possible et souhaitable.

Fédéralisme, autogestion : deux mots dont le sens a été galvaudé par les partis et groupuscules, syndicats et autres groupements : P.S.U., I.A.M.R., la ligue communiste, le parti fédéraliste européen...

Pour notre part, nous donnons à ces mots un sens totalement différent de celui donné par ces organisations.

Le fédéralisme, ce n'est pas la fédération des Etats, l'autogestion ce n'est pas l'assemblée des ouvriers remplaçant le patron dans le contexte de l'Etat !

« C'est la création d'institutions nouvelles, vivantes, de nouveaux groupements, de relations sociales nouvelles. C'est aussi la destruction des privilèges et des monopoles... C'est l'abolition de toutes les contraintes, c'est l'autonomie des groupes, des communes, des régions... C'est la formation et la prolifération de milliers de centres représentatifs communaux, régionaux et nationaux... » (Errico Malatesta).

Le mécanisme est le suivant : les hommes se groupent suivant leurs désirs, leurs intérêts, leurs besoins. Certains ont prétendu que pour une telle société il fallait des gens « parfaits ». C'est au contraire sur le réflexe égoïste et individualiste que nous nous basons pour construire cette société. Elle sera par conséquent adaptée aux hommes alors que l'Etat a, par nature, tendance à adapter les hommes à un modèle de société.

Les agriculteurs se grouperont pour obtenir de meilleurs rendements, les ouvriers d'une même usine feront de même. Il se formera des groupes pour administrer mai-

sons, quartiers, cités, des groupes pour que les hommes puissent s'instruire. Ces groupes se coordonneront afin de pouvoir se fixer des objectifs communs, de se faciliter leurs tâches respectives.

Voyons un exemple historique :

Cronstadt. — Faisons d'abord un historique rapide : Cronstadt avait toujours été l'un des foyers révolutionnaires russes. Le fameux cuirassé Potemkine y mouillait. En 1917, dès février, Cronstadt participa à la révolution et exporta dans tout le pays agitateurs et soldats. Après la révolution d'octobre des velléités d'indépendance se firent jour contre le gouvernement bolchevique. En 1921, les usines de Petrograd se mirent en grève et manifestèrent, Cronstadt prit aussitôt part à ce mouvement et fit sien le mot d'ordre « A bas Lénine et Trotski ; tout le pouvoir aux Soviets, pas aux partis ». Les révoltes de Petrograd furent violemment réprimées alors que Cronstadt, du fait de sa situation géographique, obtint un léger sursis. Devant les calomnies répandues à l'extérieur, Cronstadt proposa qu'une délégation de sans-parti à laquelle on ajouterait des délégués des partis fut envoyée. Le gouvernement bolchevique fit la sourde oreille et Cronstadt fut écrasé par l'armée rouge, commandée par Trotski, deux mois après les événements de Petrograd. Ces deux mois furent mis à profit par les insurgés pour réaliser le fédéralisme autant que les circonstances le permettaient. Il faut préciser que si les anarchistes eurent une influence grandissante à Cronstadt, ils n'y étaient qu'en petit nombre et ils ne peuvent absolument pas revendiquer ce mouvement comme anarchiste. Ce fut une action spontanée des masses à laquelle souscrivirent les anarchistes, car cette action était conforme à leur idéal. Les usines furent autogérées, c'est-à-dire gérées par l'assemblée des ouvriers. La propriété fut abolie (malgré une opposition bolchevique) et les biens immobiliers gérés par les utilisateurs.

«...Les habitants d'une maison organisaient d'abord quelques assemblées de locataires qui nommaient un comité des locataires. Il déléguait un de ses membres au comité de rue. Venait ensuite le comité de quartier, d'arrondissement et enfin le comité urbain... » (Voline). Cette organisation est ra-

dicalement différente de l'Etat, car elle part de la base. Dans l'Etat, la municipalité (comité urbain) donnerait des ordres qui se répercuteraient jusqu'au responsable du secteur puis jusqu'au simple cantonnier. Alors que là, la rue s'occupe des problèmes qui la concernent et quand elle envisage de faire quelque chose qui concerne d'autres rues elle se fédère avec ces rues. Dans cet esprit, il faut souligner une autre différence. Les comités ne sont pas des pouvoirs, ils sont là pour liquider les affaires courantes mais ne sauraient prendre de décisions réelles sans en référer aux différentes assemblées générales. Les comités ne sont pas au-dessus de la population, ils ne sont qu'un instrument dont on peut se débarrasser s'il est devenu inutile.

L'expérience fut trop brève à Cronstadt, pour qu'il y ait eu des associations culturelles. Mais en Ukraine il y eut des cours pour adultes et pour enfants qui fonctionnaient parfaitement bien jusqu'au jour où l'Etat les prit en main et appliqua le schéma étatiste à l'école, ce qui causa un désintéressement général.

Cette multiplication d'organismes pourrait entraîner la création de groupes antagonistes. Cet antagonisme est d'ordre économique en général. Mais, dans le cas présent, la propriété supprimée, les classes disparues, il ne saurait subsister. Parfois il existe un antagonisme de personnes, individus qui souhaiteraient la puissance, le pouvoir par exemple. C'est aux uns et aux autres de voir où est l'intérêt et de le préserver de l'écueil de la division. Il convient de préciser la pensée libertaire face à ces individus. Avec la fin de la société de classes, la criminalité à presque complètement disparu. « Si, malgré toutes les facilités qu'offrirait la société de vivre en bons rapports avec ses voisins, il se trouvait encore des êtres assez insociables, ces individus seraient des malades ou des fous. On ne légifère pas avec des malades et des fous : on les soigne. » (Jean Grave, « En société anarchiste, comment se conduira l'individu ? »)

Peut-on dire, à ce stade, qu'il y a une réaction de la société, une intrusion de cette société dans la vie publique ? Nous arrivons ici à l'un des points importants du fédéralisme, le **contrat**. Dans une société libre, il y a suffisamment de groupements pour que l'homme puisse s'intégrer à l'un d'eux, suivant ses aspirations. Si aucun d'eux ne lui convient, il peut en former un autre avec des individus différents qui le suivront. Mais, de toute façon, le fait d'appartenir à ce nouveau groupe suppose certaines « règles » réciproques. C'est le **contrat**.

Bakounine, tout en prônant la « liberté illimitée, la liberté absolue », pense que la société ne doit pas rester complètement désarmée contre les individus parasites, mal-faisants et nuisibles. Tout individu a le droit de rejeter telle ou telle règle ; il ne fait plus partie de ce groupe ou de cette société. « Le fédéralisme, c'est sacrifier un peu de sa liberté avec la possibilité de la reprendre immédiatement. » (Bakounine).

Eric - Groupe VOLINE.

COMMUNIQUÉ

A la suite des incidents prétendus antimilitaristes survenus tant en France qu'en Allemagne, la Fédération Anarchiste estime nécessaire de faire une mise au point sur ces opérations visant à récupérer, à l'avantage d'armées rouges ou populaires, le mécontentement libertaire des jeunes recrues.

L'Appel des 100 n'est qu'une offensive organisée d'ex-lycéens et étudiants manipulés par des trotskistes, communistes et marxistes. Qu'ils risquent volontairement leur liberté n'excuse pas qu'ils entraînent démagogiquement une partie de la jeunesse pour servir leurs intérêts qui sont fondamentalement opposés au pacifisme intégral ou au véritable antimilitarisme.

Au risque de nous faire traiter d'ennemis par des gens qui sont les nôtres et qui n'ont pour loi que l'utilitarisme et le mensonge, notre conscience nous oblige à refuser devant l'opinion publique cette manipulation politique.

FEDERATION ANARCHISTE.

Portugal

Le 14 janvier dernier, une manifestation, la plus importante que le Portugal ait connue depuis le 1^{er} Mai, se déroula dans le centre de Lisbonne. Elle avait été appelée par l'Intersyndicale pour réclamer une nouvelle loi qui instituerait un syndicat unique et l'aboutissement de certaines revendications des travailleurs.

Cette organisation est née en 1970, de la réunion de quelques syndicats portugais, à la faveur des élections syndicales qui n'avaient, du fait des pressions de l'Organisation Internationale du Travail, pas été soumises au contrôle du ministère des Corporations. Tout d'abord toléré, puis interdit, l'Intersyndicale, partie de syndicats dont la direction n'était pas aux ordres des patrons et des fascistes, s'est reconstruite après le 25 avril, date à laquelle Caetano et sa clique ont bien été obligés de faire leurs valises. Or, et c'est là où le bât blesse, elle s'est reconstituée en calquant littéralement ses structures organisationnelles sur le schéma corporatiste laissé en place par le régime fasciste. Elle a pris depuis une ampleur considérable puisqu'elle regroupe près de 2 millions de travailleurs portugais, ce qui représente plus du tiers des travailleurs syndiqués, c'est-à-dire d'à peu près tous les travailleurs, la syndicalisation étant obligatoire (vestige du corporatisme...). A sa tête, on trouve des membres du Parti Communiste Portugais qui actuellement ne semblent pas se préoccuper énormément de la réorganisation des syndicats pour détruire le schéma corporatiste mais concentrent toute leur énergie sur le projet de loi qu'ils ont établi et fait accepter par leurs adhérents pour finalement le faire entériner par le gouvernement.

Ce projet incroyable a semé la consternation chez tous ceux qui ne font pas partie de l'Intersyndicale. L'opposition était d'autant plus vive que le danger était grave et que les conséquences vont être dramatiques pour le mouvement ouvrier du Portugal. La manœuvre est claire : le P.C.P. veut, comme ses homologues des autres pays, imposer son hégémonie sur le mouvement ouvrier. A noter d'ailleurs que cette hégémonie n'est absolument pas défendue sur le terrain théorique ou dans les luttes sur les lieux de travail, mais plus fréquemment par des arguments « frappants » contre les révolutionnaires.

Il faut également tenir compte du fait que, par cette bataille, s'exprimaient les différends qui opposaient le P.C. et le P.S. au sein

du gouvernement. Chacun a d'ailleurs tenté de tirer à lui la couverture, le P.C. faisant appel au Mouvement des Forces Armées pour soutenir sa proposition, le P.S. annonçant dans un meeting consécutif à la manifestation du 14 janvier son intention de réclamer un référendum sur tout le pays pour régler cette question (1).

Le secrétaire général du P.C.P., Alvaro Cunhal déclarait récemment : (2) « Nous sommes résolument opposés à un pluralisme qui permettrait à chaque parti de fonder son propre syndicat. » Qui

réformisme, hégémonie politique et syndicalisme révolutionnaire

seule fois ce qu'il entend par syndicat), c'est à l'Intersyndicale qu'il pense. Cette dernière et lui-même étaient d'ailleurs les seuls à soutenir cette proposition et nous som-

anarchie sociale (1).» C'est le truc écoulé de tous les marxistes arrivés au pouvoir : ceux qui ne suivent pas les injonctions de l'Etat sont forcément des réactionnaires alors qu'ils étaient, hier encore, lorsqu'ils réclamaient les mêmes droits, des camarades.

Pourtant, qui sert le capitalisme et qui combat la lutte de la classe ouvrière : les travailleurs en grève, ou ce même Rocha qui déclarait à propos du C.I.P. (4) : « L'existence d'une telle confédération ne pourra que faciliter, au niveau des relations de travail, la solution de certains problèmes ? »

Malgré tout cela, on apprendit le 20 janvier que le gouvernement avait accepté ce projet de loi. Les socialistes, hier opposés à ce projet, n'en ont pas pour autant décidé de quitter le gouvernement, au moment où nous écrivons.

Ce « syndicat » unique sera aux ordres de celui-ci et agira selon son bon vouloir. Ainsi, la revendication des travailleurs qui demandent de porter le salaire minimum à 6.000 escudos au lieu de 3.300 actuellement est-elle comprise par le gouvernement comme une manœuvre de la droite et de ses alliés, les « gauchistes », pour couler l'économie du pays. Voilà qui promet pour l'avenir de la défense des travailleurs...

Avant et face à cela, une force essaie de s'organiser : des militants syndicalistes révolutionnaires tentent, autour du journal *A Batalha* (5), de reconstruire la C.G.T. portugaise, organisation de classe des travailleurs qui groupait en 1927 (date du début de la dictature fasciste) près de 200.000 adhérents. Ces travailleurs libéraux envisagent le syndicalisme aujourd'hui comme un instrument de lutte revendicative (6) et demain, pendant et après la révolution, comme organe des travailleurs eux-mêmes pour la gestion de la production qu'ils auront décidée. Ils veulent couper définitivement avec le schéma corporatiste : aux fédérations d'industries doivent venir s'ajouter les unions

locales du syndicat. Ils refusent la participation à la gestion des capitalistes, qu'acceptent de suivre, au Portugal comme ailleurs, les socio-démocrates. Considérant que l'émancipation des travailleurs sera uniquement l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et que suivant ce principe révolutionnaire, le syndicalisme est un instrument de libération, nos camarades portugais luttent contre le syndicat unique. Ils créent dans cette optique des commissions de restructuration syndicale qui permettraient d'assurer la liberté syndicale, que combattent ceux qui veulent embrigader la classe ouvrière.

NOTES

(1) Il ne l'a pas fait et de toute façon, c'est une idiotie de penser que le mouvement ouvrier peut s'unir par un bulletin de vote réclamé par un parti social-démocrate. Les patrons aussi voteraient !

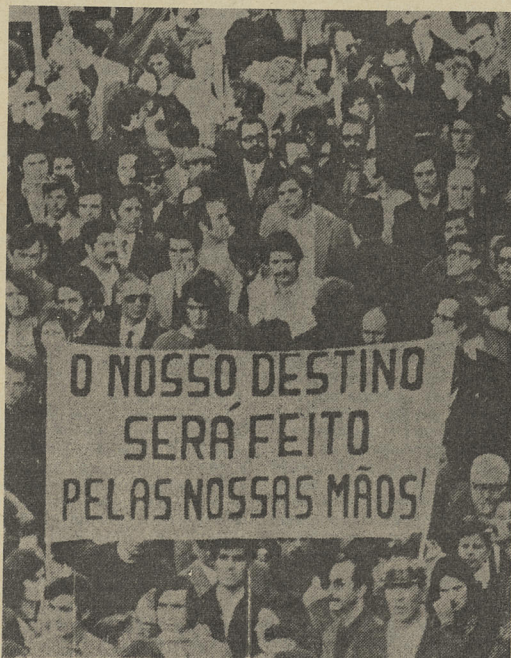
(2) *Nouvel Observateur* — 20 janvier.

(3) Responsable de l'Intersyndicale, membre du P.C.P., en juillet dernier.

(4) *Confederação da Industria Portuguesa*. Elle a récemment fait paraître dans « le Monde » une publicité demandant aux industriels étrangers d'investir au Portugal pour « l'aider à développer une saine économie de marché » ! ! !

(5) Pour les « Bases d'accord pour la publication », voir le M.L. de décembre 1974. Pour soutien : *A Batalha* : Rue Angelina Vidal, 17-2^o ESQ. Lisboa-Portugal.

(6) Les travailleurs portugais en ont bien besoin : leur niveau de vie est le plus bas d'Europe, l'inflation a atteint cette année 30 %. Les petits paysans et les ouvriers (textile et métallurgie sont les secteurs les plus importants de l'industrie) sont évidemment les plus touchés. Malgré cela, le gouvernement et les industriels veulent se lancer dans la pétrochimie, secteur bien peu brillant en ce moment !



pourrait ne pas être d'accord avec ce que dit Cunhal : plus le mouvement ouvrier est uni, plus il est fort et apte à abattre le capitalisme. Mais, s'il veut s'unir, le mouvement ouvrier le fait de lui-même, sans directives ni coup de force de cette nature ! De plus, les faits contredisent les souhaits de non-récupération des syndicats du secrétaire général du P.C.P., car comme nous l'avons expliqué plus haut, c'est bel et bien ce parti qui « tient les rênes » de l'Intersyndicale et lorsqu'il parle de syndicat unique (sans définir une

mes donc bien obligés de constater que ce qui s'est unifié, c'est une courroie de transmission et sa poulie.

On est également en droit de se poser des questions quant à l'efficacité d'un organisme qui devrait au moins servir les luttes des travailleurs et qui déclare par la bouche de Francisco Rocha : (3) « Nombre de grèves ont été utilisées par la réaction qui a cherché à les susciter ou à les aggraver dans le but de créer un étranglement économique et une

Allemagne de l'Ouest

Toujours l'anarcho-terrorisme !

L'organisation « Fraction de l'Armée Rouge » (R.A.F.) est formée de marxistes-léninistes qui ont choisi comme moyen de lutte privilégiée la guérilla urbaine et l'attentat. La presse (allemande ou française), la police, les gouvernements les ont aussitôt qualifiés d'anarchistes, ce qui permet d'étendre la répression aux groupes libertaires. Or un appui inattendu à cette légende vient d'être apporté par un membre de la R.A.F., Gerhard Muller, qui fut arrêté avec Ulrike Meinhof et qui, ayant cessé la grève de la faim, écrit à Sartre ce qui suit : «... Tous ceux qui soutiennent par leur propagande cette grève de la faim, apportent qu'ils le veulent ou non — leur appui à la politique anarcho-terroriste et à la pratique qui en résulte, ce qui est proprement impensable pour des gens qui se disent marxistes ou communistes et qui représentent une ligne politique fondée sur l'action des masses. » Ainsi la R.A.F. est composée de brebis égarées qui auraient été contaminées par le terrorisme anarchiste, qui seraient les victimes des folles utopies libertaires ! Sartre, dont on connaît la clairvoyance (1), emboîte le pas : les marxistes représentent la ligne pure de l'action de masse et, s'ils ont été les victimes des conceptions anarchistes, il faut qu'ils reviennent à des idées plus saines et abandonnent l'utopie pour le socialisme scientifique. Il s'agit là d'une tentative subtile de récupération de la R.A.F. par les marxistes-léninistes dont il faut souligner deux aspects :

1°) Elle reprend la thèse de la presse bourgeoise et sociale démocrate et de la police mettant des attentats de la R.A.F. sur le compte de l'anarchisme identifié au terrorisme.

2°) Les membres de la R.A.F. sont les victimes de ces idées anarchistes mais, s'ils se ressaisissent, ils redeviendront de bons marxistes et de bons représentants du socialisme scientifique.

Les bombes de Birmingham ont été l'occasion — une fois de plus — d'incriminer le terrorisme anarchiste. La revue « Stern » a publié une interview d'un membre de l'I.R.A., O'Connell, qui regrette ces attentats et les porte au compte des groupes anarchistes. Les groupes anglais de la « Croix Noire » (Black Cross) ont répondu dans le journal « Drapeau Noir » en soulignant que ce n'est pas la première fois que O'Connell se livre à des calomnies. Quel est ce groupe « Red Flag 74 » qui a pris la responsabilité de la tuerie de Birmingham ? Est-il une pure invention des véritables responsables : fascistes, policiers ou provocateurs ? En tout cas il n'a rien à voir avec l'anarchisme et avec les anarchistes.

Faut-il une fois de plus répéter ce qu'écrivent nos camara-

des de Cologne dans le mensuel « Befreiung » qui continue de paraître en dépit des tracasseries et des perquisitions policières : « Nous ne sommes pas la R.A.F. Nous condamnons la guérilla urbaine qui n'est pas adaptée à l'Allemagne fédérale où d'autres méthodes de lutte sont parfaitement possibles. Mais nous ne restons pas indifférents devant la répression policière, le régime des prisons et devant la chasse aux sorcières qui sévit actuellement. La répression frappant (à l'occasion de la R.A.F.) tous les groupes révolutionnaires, il faut intensifier la solidarité envers les emprisonnés plutôt que de se livrer à des controverses oiseuses entre les diverses tendances révolutionnaires. »

HAMBOURG

Les transports urbains ont vu leurs tarifs augmentés de 18 %, tandis que le Sénat (social-démocrate) de Hambourg se livrait à des dépenses sans objet de l'ordre de 1,5 million de D.M. ! Le sénateur Stern, chargé des questions économiques, s'est fait le champion de l'implantation des usines d'aluminium Reynold, dont le tribunal fédéral a pourtant interdit l'extension. Rien qu'à ce sujet la ville de Hambourg a dépensé 612 millions de D.M., pour assurer grâce à cette implantation de nouveaux emplois. Le Sénat semble ignorer que de telles usines, en raison de la pollution, ne peuvent s'installer au milieu des habitations et, en outre, que le nombre d'emplois serait bien réduit en raison de la totale automatisation de telles entreprises.

Néo-fascisme italien en Allemagne fédérale. — Paciardi, chef d'un groupe néo-fasciste, et pour suivi comme responsable d'une tentative de putsch, a un sympathisant de marque dans la personne de Strauss, leader du C.S.U. de Bavière. Le 15 novembre dernier, Strauss a envoyé un télégramme de solidarité à Paciardi : « Tu es la victime des derniers soubresauts d'un régime agonisant. »

D'autre part, les terroristes Ranti et Gianettini, actuellement emprisonnés, avaient suivi en septembre 1969 un cours de combat psychologique organisé par la Bundeswehr à Euskirchen. Le 25 octobre, le député social-démocrate Zambinus a posé à ce sujet une question au ministre de la Défense qui promet de faire une enquête... qui prit fin après quelques jours.

KARLSRUHE

Du 31 juillet au 11 août, nos camarades de Karlsruhe ont été les seuls anarchistes qui ont participé à Achberg (près de Lindau) au congrès annuel de la « Troisième voie » : échanges d'idées et d'expériences entre tous ceux qui n'acceptent point l'ordre social et les méthodes de l'Est et de l'Ouest et veulent parvenir à la conception d'une troisième voie. Assistance nombreuse venue de toute l'Europe et même d'au-delà et où étaient représentés des tendances fort diverses allant des protestants et de catholiques enga-

gés, jusqu'à des marxistes libertaires, des matérialistes et idéalistes. Nos camarades avaient dressé un stand contenant la littérature anarchiste de diverses maisons ou groupes d'édition et assuré la diffusion de quatre brochures à prix réduit (une de Bakounine, deux de Kropotkine, une du groupe de Karlsruhe). Ces brochures correspondent à des centres d'intérêt autour desquels des discussions fort suivies ont été engagées et les idées franchement libertaires ont rencontré un écho favorable, au-delà même de ce qu'attendaient nos camarades.

Le groupe de Karlsruhe — outre un journal pour les jeunes — édite chaque semaine un bulletin d'information de 4 pages, résumant les nouvelles nationales et internationales concernant l'action ouvrière, nouvelles que la grande presse étouffe ou déforme. Il édite deux sortes de brochures : classiques de l'anarchisme et documentation. A signaler une excellente brochure : « A toi, communiste, encore quelques mots ! » qui est une critique pertinente des théories marxistes-léninistes et qui est l'œuvre d'un camarade du groupe.

Pays-Bas

Devant la crise montante, le gouvernement veut lutter contre le chômage, assainir la politique d'investissements... rendre le capitalisme supportable aux travailleurs, tout en maintenant le système de leur exploitation. La concentration favorable aux grandes entreprises entraîne pour les petites des réactions du type « poujadiste ». Parfois même les patrons forcent leur personnel à la grève : dans les transports routiers les salaires sont très bas et les chauffeurs font parfois, pour augmenter leur salaire, des heures supplémentaires au point d'arriver à 36 heures sans sommeil. Les syndicats demandaient l'établissement d'une carte où seraient portées les heures du travail. Les patrons transporteurs ont entraîné leur personnel dans cette grève en prétendant que ce contrôle était destiné à voler aux chauffeurs leur surplus de salaire !

A Amsterdam, le quartier « Nouveau Marché » est menacé de démolition en raison du tracé du métro. Les propriétaires vendent leur maison pour pouvoir les vendre au plus haut prix. Les habitants ont répondu par un refus collectif de quitter les lieux : création de comités de résistance bien organisés. Le 12 décembre, les démolisseurs ont dû demander pour opérer l'assistance de la police. Il y eut lutte sur les toits, les pierres répondant aux coups de matraque. La police se retira — au moins momentanément — devant la violence des réactions des habitants.

Belgique

Nos camarades de la région de Mons ont décidé de relancer le mouvement libertaire en Wallonie : le « Mouvement d'action anarchiste », ainsi créé, vient de publier le n° 1 de son organe « Oser lutter ». Il contient l'exposé des principes et des buts du mouvement qui apparaissent comme identiques à ceux de la fédération anarchiste française : autogestion, sans hiérarchie et sans Etat d'où découle naturellement le fédéralisme libertaire. A ce sujet nos camarades exposent le fédéralisme bakouninien dans le cadre de la commune, de la province, de la nation. Ils affirment la nécessité d'une organisation fédéraliste libertaire qui peut coordonner l'action des groupes, les groupes trop spécialisés conduisant, à la limite, à des sortes de ghettos professionnels ou culturels. L'action anarchiste, disent nos camarades, a pour but de s'immiscer dans le mécontentement populaire en lui restituant sa portée réelle. Tous ceux qui, en Belgique wallonne sont intéressés par l'anarchisme peuvent se mettre en relation avec :

C.C.L. - Boîte postale 8
(Quaregnon I)
73000 Quaregnon (Belgique).

Norvège

Action directe à Oslo :
une vingtaine d'anarchistes
interpellés

Pendant la remise du prix Nobel de la paix dans l'ancienne université du centre d'Oslo, le 10 décembre, eut lieu une manifestation pour protester contre la remise du prix de la paix à l'ancien premier ministre japonais, monsieur Sato. La manifestation avait été organisée par les organisations marxistes-léni-

nistes norvégiennes, mais leurs intentions étaient de crier juste quelques slogans. Cependant, la section d'Oslo de la Fédération anarchiste norvégienne comprit l'importance d'une manifestation plus militante dans cette occasion, et organisa un sit-in sur les marches de l'immeuble où devait se tenir la cérémonie. Elle voulait ainsi rendre difficile l'entrée des invités. Dès que le premier groupe eut atteint les marches, il fut rejoint par des participants de la manifestation maïste et en quelques instants les escaliers furent complètement bloqués. Mais la riposte de la police ne se fit pas attendre. Elle intervint avec une extrême brutalité matraquant les manifestants, et entraînant certains par les cheveux jusque dans les cars, continuant ensuite à les battre durant le trajet vers les commissariats. Cette violence policière entraîna la réaction de la majorité des manifestants qui tentèrent de libérer leurs camarades en arrêtant les cars qui ne furent dégagés que par l'intervention massive des policiers à cheval. Cela n'a pas empêché la manifestation de durer plus d'une heure et de forcer Sato et MacBride à entrer dans le bâtiment par une porte de derrière, sous la protection de nombreux policiers armés. Les leaders des mouvements maïstes tentèrent d'empêcher leurs faibles troupes de se joindre à cette « provocation anarchiste ».

Il y eut 26 interpellations dont 20 de membres de la Fédération anarchiste norvégienne. Cette action est une nouvelle preuve du rôle de catalyseur que peuvent jouer les anarchistes : elle fut lancée par des anarchistes, mais fut rapidement reprise par les autres manifestants. C'est aussi la preuve de la force croissante de la Fédération anarchiste norvégienne vieille d'un an seulement. (D'après des informations de la Fédération anarchiste norvégienne).

En préparation

LA RUE

N° 19

REVUE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE
D'EXPRESSION ANARCHISTE

éditée par le Groupe Libertaire Louise-Michel

Des articles sur la Chine, l'autogestion, l'imprimerie, la feu ORTF, etc. avec le concours d'Han Régnell, A. Devriendt, M. Joyeux, Françoise Travelet...

Tous les numéros de « LA RUE » sont en vente à la Librairie Publico.

Abonnement : 4 numéros, 36 F.

Abonnement de soutien et « étranger » : 4 numéros, 60 F.

Prix : 10 F l'exemplaire. Tous renseignements utiles à la Librairie Publico.

La société abstraite

La *Société abstraite*, c'est le titre d'un ouvrage très clair et bien documenté écrit par le sociologue néerlandais Anton C. Zijderveld, et dans lequel il analyse la crise de la société industrielle (1). Si les solutions proposées peuvent paraître décevantes face à la gravité de la crise, ce livre n'en fournit pas moins d'intéressants sujets de réflexion.

Selon A. Zijderveld, l'homme serait un être double (*Homo duplex*), c'est-à-dire un individu unique, avec sa physiologie propre et sa façon personnelle d'expérimenter l'existence, et un membre de l'espèce humaine — un être social — qui doit jouer les différents rôles que lui imposent la société et ses institutions. Il serait simultanément un être libre et conditionné, un homme « intérieur » et un homme « extérieur », un être qui crée individuellement et qui joue des rôles sociaux, un producteur et un produit social.

L'auteur pense à juste raison que la vie sociale est déterminée par une relation intrinsèque entre l'organisation sociale et la conscience individuelle. Il voit la construction de la personnalité et l'évolution personnelle comme une lutte entre l'individu et la société, l'un créant l'autre, simultanément.

Reprenant l'intéressante typologie de W.I. Thomas, A. Zijderveld distingue trois types de caractères :

- le *Philistin*, c'est-à-dire le conformiste, statique, très peu ouvert aux influences, dont la personnalité est identifiée au statut social, et qui a sacrifié l'épanouissement de son individualité à la sécurité que donne l'obéissance aux normes du milieu ;
- le *Bohémien*, c'est-à-dire le marginal, celui qui refuse les règles et les normes de sa société. Contrairement au Philistin, il est ouvert à toutes sortes d'influences. Tandis que le premier est surajusté à son milieu, le Bohémien est toujours en mouvement, jamais fixé, jamais ajusté. Pour lui, il convient de vivre à l'écart d'une société absolument mauvaise ;
- l'homme créatif représenterait l'ambiguïté de l'homme entre son être social et son être individuel. Ce n'est pas un absolutiste, mais un novateur et un créateur. Il n'est ni conformiste, ni révolutionnaire, ni marginal ; il cherche à faire face à la société telle qu'elle est, à évoluer et à la faire évoluer.

L'auteur pense que l'individu a besoin des structures sociales et des institutions pour être pleinement humain, pour donner un sens à sa vie et faire l'expérience du réel et de sa propre liberté.

Malheureusement, la société bureaucratique moderne est devenue une « société abstraite » dans l'expérience et dans la conscience de l'homme, une société incapable de lui fournir une conscience claire de son identité et une expérience concrète de la réalité, du sens de la vie et de la liberté. Disons que l'homme moderne ne vit pas sa société ; ou plutôt il la vit comme une force coercitive et de contrôle. Il est contraint à chercher sa voie personnelle en dehors des institutions et même contre elles. Cette coupure entre l'individu et la réalité sociale fait de l'homme moderne une sorte de malade mental — un schizophrène — un être qui expérimente l'existence plutôt comme un vide que comme un plein.

La société abstraite est une société bureaucratisée et *pluraliste* dans laquelle la vie de chacun est découpée en secteurs entièrement séparés, où l'individu joue, sans être vraiment engagé, de nombreux rôles sociaux dépourvus de liens (rôle familial, rôle professionnel, rôle de militant, rôle mondain, etc.). La distance s'accroît entre ce qu'il est ou ce qu'il croit être et ses rôles sociaux, et cette distance est source de malaise ; elle produit ce que l'on nomme « l'aliénation » : l'homme se sent étranger à sa société, étranger à ce qu'il produit, étranger à lui-même. Il se sent menacé dans son être par une force puissante, mais vague, anonyme, et qu'il appelle le « système ». La seule force d'intégration est le système bureaucratique, mais il s'agit d'une structure purement fonctionnelle, impersonnelle, dans laquelle le sentiment n'a pas sa place.

L'homme moderne fuit son insatisfaction, et son sentiment d'impuissance, il satisfait son besoin d'unité dans des solutions subjectivistes ; il imagine des Utopies qui lui permettront de retrouver le paradis perdu de l'absolue liberté et de l'égalité absolue, comme la société communiste (« totalitarisme intellectuel ») ; ou bien il s'enferme dans le royaume abstrait de sa spécialité, parle le langage ésotérique de l'expert, mais n'arrive plus à comprendre le langage des autres experts ou celui de l'artiste (« taylorisme intellectuel »).

D'une part, l'homme s'intellectualise de plus en plus, d'autre part, comme il se sent frustré effectivement, il recherche des satisfactions faciles d'ordre émotionnel : il obéit aux slogans politiques ou publicitaires, il se retire dans sa sphère privée pour consommer les objets et les opinions présentés par les médias ; il recherche les sensations fortes, les expériences mystiques, le surnaturel et l'ésotérisme (yoga, astrologie, diverses mystiques exotiques, expérience psychédélique, drogue, etc.). Ainsi, un nouveau romantisme de compensation est en train de naître qui livre l'individu passif et dénué de sens critique aux divers totalitarismes, à moins qu'il ne devienne un rebelle qui conteste la société sous forme d'un activisme passionnel et violent, ou un désabusé qui se retire du monde dans un rêve de vie bucolique, ludique et paradisiaque.

L'homme moderne ne cherche donc pas à vivre sa liberté dans et par la société puisque c'est impossible. Il croit vivre sa liberté en dehors des cadres institutionnels, dans sa vie privée et en opposition aux institutions. En réalité, en dépit de la rationalisation de la vie, l'homme moderne vit plus que jamais d'une façon émotionnelle et irrationnelle.

Après avoir fait le procès de la société abstraite, l'auteur nous propose des solutions. Malheureusement, celles-ci sont dérisoires, sans commune mesure avec le profond malaise dont nous souffrons et plus ou moins teintées de conservatisme.

Il préconise à chacun d'accepter sa condition d'*homo duplex*, de lutter contre la société, quand c'est nécessaire, par des actions individuelles semblables à celles de Ralph Nader aux U.S.A. pour la défense des consommateurs. Il nous recommande de ne pas fétichiser les institutions, de maîtriser les forces de contrôle au niveau de notre conscience et de tenir en laisse notre émotivité. Il nous demande de ne pas nous enfermer dans notre spécialité, mais de nous livrer à beaucoup d'activités, de ne plus être un *spécialiste*, mais un *amateur* en de nombreux domaines.

En bref, l'auteur nous propose de refuser le subjectivisme et l'absolutisme, de nous établir dans la relativité, de prendre une attitude stoïque, de pratiquer un *ascétisme* intellectuel ; à moins d'adhérer à la foi judéo-chrétienne, c'est la seule solution qui nous reste. Il semble avoir la nostalgie des anciennes croyances et ne pas se remettre de la « mort de Dieu » et de la perte d'un système transcendant de références.

L'auteur critique à juste titre ceux qui se retranchent de la société pour se réfugier dans leurs rêves privés ; mais en préconisant le *stoïcisme* comme remède, ne propose-t-il pas, à son tour, une nouvelle retraite, individuelle et intérieure ? Et le repli sur soi et sur sa philosophie personnelle peut-il constituer une réponse au manque de dialogue et de participation dont souffre l'homme des sociétés industrielles ?

En effet, si notre société, fonctionnelle et cloisonnée, nous prive d'intégration et de communication, si notre vie a perdu tout sens et toute unité, est-ce par un accroissement d'*intellectualisme* que nous remplirons notre vide affectif et que nous nous guérirons de notre sentiment d'isolement ? Certes, le refus d'une spécialisation étroite par la pratique d'une sorte d'*amateurisme* peut nous aider à nous ouvrir vers d'autres intérêts et d'autres activités ; mais cet « amateur »,

un peu manuel, un peu intellectuel, un peu artiste, n'en restera pas moins un solitaire, un touche-à-tout, retiré dans sa sphère privée et ses occupations égotistes, alors qu'il souffre surtout du manque de relations et d'activités interpersonnelles.

Et puis, allez donc parler de « stoïcisme intellectuel » aux travailleurs aliénés pendant la journée par des tâches sans intérêt et, le soir par les médias ! Enseignez-leur qu'ils doivent devenir également des savants et des artistes ! En vérité, le stoïcisme et l'amateurisme préconisés par l'auteur restent une attitude *élitiste*, réservée à une minorité de privilégiés. Il semble oublier que le « système », bien que vague et insaisissable, n'en fabrique pas moins des inégalités économiques et une éducation anti-démocratique bien réelles, dont A. Zijderveld semble assez peu se soucier !

C'est ainsi que les vues conservatrices de l'auteur, sa peur d'un changement radical de structures mentales et sociales, l'empêchent d'attaquer de front la maladie dont nous souffrons — maladie devenue chronique puisqu'elle remonte aux origines de la société patriarcale et des premières cités.

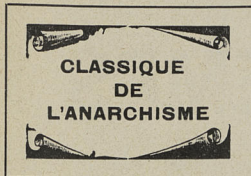
En effet, depuis cette époque lointaine, l'homme a construit ses institutions sur ses forces négatives et non sur ses forces positives. On peut entendre par forces négatives celles qui nous poussent à nous affirmer par la domination. Il a construit une société hiérarchisée et compétitive, où chacun est toujours le supérieur ou l'inférieur de quelqu'un, où les relations sont le plus souvent de domination et de soumission (chef et subordonné, homme et femme, jeune et adulte, intellectuel et manuel, riche et pauvre, etc.), où chacun, se sentant menacé par l'autre, adopte une attitude offensive ou défensive. Alors les individus se sont enfermés dans leur statut social, se sont figés dans des rôles préfabriqués qui les privent de tout spontanéité et les coupent des autres. Ne pouvant exprimer ses forces positives, c'est-à-dire ses aspirations à être autonome et social, l'homme s'est trouvé en conflit avec la société ; il est devenu l'homme double et conflictuel, l'*homo duplex* dont parle l'auteur.

Mais cette ambiguïté n'est pas une fatalité ; l'homme des sociétés villageoises du néolithique ne la connaissait probablement pas, pas plus que ne la connaissent certaines sociétés primitives étudiées par les anthropologues ; et si beaucoup d'hommes modernes aspirent à retrouver une forme d'unité en eux-mêmes et dans leurs relations, cette aspiration n'a rien d'utopique ; elle a été déjà plus ou moins réalisée ; elle est inscrite au plus profond de l'inconscient de tout être humain, comme le prouvent les recherches les plus modernes en psychologie : c'est parce que l'homme ne peut pas, dans le cadre social actuel, affirmer sa personnalité dans une relation à l'autre, créatrice et égalitaire, qu'il cherche à se relier à l'autre dans des relations névrotiques de dépendance et d'inégalité.

Il faut ajouter que, « Dieu étant mort » l'homme moderne n'a pas su remplacer l'union avec Dieu par l'union avec les autres ; il a préféré, par ignorance, remplacer les anciennes divinités par le culte de l'argent et de la technique, si bien que la mythologie du fric et de la machine a accéléré le processus de déshumanisation entrepris par la hiérarchisation de la société.

Dans les sociétés urbanisées, rationalisées, bureaucratisées, spécialisées, les rôles sociaux sont devenus de plus en plus étanches, l'affectivité créatrice et relationnelle de plus en plus refoulée, et l'individu de plus en plus isolé et conflictuel.

Ce qu'il nous faut, c'est retrouver une nouvelle forme d'unité et d'intégration qui ne soit ni mystico-religieuse ni totalitaire, et qui soit donc fondée sur les possibilités qu'a l'homme — si l'environnement le lui permet — d'être créateur et coopérant. Ce n'est que dans une *société égalitaire*, qui cultivera chez tous, au lieu de les étouffer, les potentialités de solidarité et de créativité, que l'homme pourra devenir l'être à la fois unifié et différencié, autonome et social qu'il peut être.



Ceux d'hier :

Pierre Besnard

Le temps passe avec une rapidité surprenante, emportant avec lui nos vieux camarades qui nous apprennent à aimer l'Idée, pour laquelle ils donneront le meilleur d'eux-mêmes, avec, au cœur, l'espoir de la réaliser.

Il y a deux ans déjà que Pierre Besnard disparaissait, après une vie bien remplie de luttes incessantes, pour le triomphe du syndicalisme révolutionnaire, fédéraliste et libertaire, dont la réalisation doit assurer, dans toute son intégralité, la défense et le bonheur de l'Homme.

Parmi ceux qui, dans ces dernières décennies, luttèrent farouchement pour l'autonomie et l'indépendance absolues du syndicalisme ouvrier, sans lesquelles il n'en est que l'affligeante caricature que nous connaissons aujourd'hui, Pierre Besnard fut, incontestablement, une personnalité avec qui nos ennemis et nos détracteurs durent compter.

Car l'idée qu'il défendait, de toute sa foi et avec son esprit organisateur, est bien l'expression

du socialisme moderne, puisant sa source dans l'œuvre de tous nos devanciers : Pelloutier, Griffuelhes et les autres, œuvre ayant subi l'assaut malpropre des politiciens de tout acabit, défenseurs intéressés du centralisme.

Pierre Besnard, qui étudia le problème social profondément et sous toutes ses faces, était convaincu de la nécessité de l'organisation rationnelle, fédéraliste et technique des travailleurs ayant comme base la synthèse de toutes les forces assurant la production : manœuvres, techniciens et savants, associés étroitement mais librement sur le terrain du travail.

Sa conception, destructive et constructive à la fois, qu'il aimait à définir ainsi : « Toute l'économie aux syndicats, toute l'administration sociale aux communes », fait son chemin et pénètre peu à peu les différents courants syndicaux et des milieux jusqu'ici réfractaires, et ce malgré la campagne sournoise, malhonnête, menée par les syndicalo-politiciens de toutes obédiences, dont la de-

visée fut toujours : se servir des travailleurs et non les servir.

Fils d'un père paysan, devenu cheminot et militant syndicaliste, Pierre Besnard naquit en 1886. Sa vive intelligence le poussa à devenir ingénieur, mais la mort prématurée de son père lui fit une interdiction de poursuivre ses études. Il gagna alors sa vie, comme tous les travailleurs, bien chichement, dans différents métiers, tout en continuant à s'instruire en véritable autodidacte.

En 1909, il devint à son tour cheminot, situation bien modeste et peu lucrative, puisqu'en 1910 les travailleurs des chemins de fer revendiquaient pour la « thune ».

Il nous paraît indispensable de rappeler la belle attitude de notre ami Lecoin, soldat à cette époque, qui refusa de remplacer les cheminots en grève et passa de ce fait devant le conseil de guerre. Il est vrai aussi, qu'au même moment, Monmousseau, le citoyen Yellow, comme Brouchoux l'avait baptisé, distribuait les ordres de mobilisation ; ce qui ne l'empêcha pas, plus tard, de devenir un grand manitou cégétiste, à la faveur de la politisation du mouvement syndical.

Pendant dix ans, Pierre Besnard organise syndicats et coopératives, prépare l'action qu'il sait être toujours fille de la pensée. En 1920, au Congrès de Japy, son action convaincante et décisive contribue largement à faire voter la grève des cheminots, arrachant ainsi des mains réformistes la direction du mouvement.

Soutenue mollement par la C.G.T., la grève fut un désastre, nombreuses les victimes qui conquirent la misère, de plain l'ostracisme patronal qui joua à plein pendant une longue période.

Alors commença au sein du mouvement ouvrier, la lutte que nous connaissons encore aujourd'hui entre les vrais syndicalistes et le réformisme décevant et le bolchevisme dévastateur, ces deux plaies qui rongent les organisations de travailleurs depuis des décennies.

La lutte fut rude, pénible... les vieux s'en souviennent ; jamais les politiciens n'eurent le beau rôle, mais ils réussirent dans leur entreprise en exploitant l'élasticité des consciences, dont la foire est toujours ouverte.

Pierre Besnard se dressa, irrédicible, contre cette camarilla qui livrait, pieds et poings liés, le mouvement syndical à un parti dictatorial, dont le centralisme le plus outrancier tenait lieu de principes. Il eut, alors, l'insigne honneur de devenir la bête noire de tous ceux qui venaient de trouver, sans effort d'ailleurs, leur chemin de Damas et qui, nous nous en souvenons, après les tristes évé-

nements du 11 janvier 1923, tentèrent, sans succès, de le poursuivre, avec Beylie, Zisly et Guigui devant la justice bourgeoise.

Membre du Comité de Défense sociale, avec Beylie, Zisly et la phalange des vieux militants qui furent l'âme de cette magnifique organisation de solidarité et d'entraide, aujourd'hui bien oubliée des uns et ignorée des autres, Pierre Besnard prit une part active à toutes ses campagnes, qui réveillèrent de nombreuses fois le peuple de Paris et de province, et le dressèrent, véhément, pour la défense des persécutés, parmi lesquels nos camarades espagnols tintent une si large place.

Ami personnel de Sébastien Faure, il donna inconditionnellement sa collaboration à cette œuvre admirable : *L'Encyclopédie anarchiste*, où ses études entre autres sur la C.G.T. et le salariat apportent, avec la documentation précise, une vue claire, nette, sur ce qu'a été et ce que doit être le mouvement ouvrier.

En 1930, soutenu et encouragé par sa dévouée compagne, Lucie Job, il nous donne son premier livre « *Les Syndicats ouvriers et la Révolution* », étude ardue mais féconde de la doctrine, des principes et des tactiques du syndicalisme révolutionnaire moderne, qu'il considère, d'après son expérience, comme un mouvement complet répondant entièrement aux nécessités du moment comme à celles de l'avenir, compte tenu de la capacité de réalisation des travailleurs.

En 1934, il complète son travail par « *Le Monde nouveau* » dont la troisième édition vient de paraître, dans lequel il nous expose sa conception d'organisation sociale et nous déclare que « le système qu'il propose a pour objet d'éliminer complètement l'Etat, de solidariser pour une même tâche tous les travailleurs : manuels, techniciens et savants, de garantir aux individus et aux groupements le maximum de liberté, de donner à tous les moyens d'exercer pleinement leur initiative, d'établir le contrôle fraternel, mais sévère de l'action individuelle et collective. Ce système sera donc de forme associative, fédéraliste, régionaliste, communaliste et anti-étatiste. »

Certes, il importe que ce thème ne soit pas épuisé, que le plan exposé dans ce livre ne soit pas jugé comme définitif, mais nous pensons que les conclusions de ceux qui continueront ce travail ne s'éloigneront guère de celles de P. Besnard, qui donna à l'œuvre de tous nos précurseurs le caractère d'actualité exigé par les circonstances.

A l'apogée de ses facultés intellectuelles il nous fournit plus tard, véritable couronnement à son œu-

vre, « *L'Éthique du Syndicalisme* », livre dans lequel il nous expose sa conception de la morale, expression du plus haut humanisme dont il désire ardemment que s'imprègnent les adhérents et surtout les militants de notre mouvement.

Mais sa santé est ébranlée, il prend sa retraite anticipée, qui sera bien insuffisante, part dans le Midi où la misère qu'il endure aggrave encore son état. Pourtant, il continue son œuvre et, aidé par des amis, il fait paraître « *Pour gagner la Paix, comment construire le Monde* ». Quelques exemplaires seulement sortent des presses et nos camarades imprimeurs sont victimes de la Gestapo.

Rentré à Paris, en 1944, nous le retrouvons physiquement déprimé, mais toujours avec sa volonté entière de continuer la lutte pour l'Idée qui fut sa vie.

Constatant la politisation de plus en plus accentuée de la C.G.T., lui qui fonda la C.G.T.S.R. en 1926, il donne ses dernières forces pour la constitution de la Confédération Nationale du Travail, adhérente à l'Association Internationale des Travailleurs, dont il fut secrétaire général à l'époque de la lutte en Espagne, à laquelle il apporta son concours le plus absolu, et l'on peut dire sans crainte que beaucoup de réalisations sociales ibériques portent fortement l'empreinte des thèses constructives préconisées sans répit par Pierre Besnard.

Sa courte existence fut une bataille ininterrompue contre la misère, le mensonge, l'hypocrisie et l'ignorance. Il s'affirma le dénonciateur de toutes les impostures.

Sa rude franchise, il reconnaissait sans rechigner ses erreurs, lui valut quelques inimitiés, qu'il dédaigna. Mais il sut gagner et conserver l'estime et le respect des hommes sincères, et ce dans tous les milieux de la science, de la technique et du travail manuel.

Pierre Besnard est décédé le 19 février 1947 dans une humble maisonnette de Bagnolet. Nous l'avons conduit au Columbarium du Père-Lachaise par un jour glacial où la douleur et la peine, comme le froid, nous pénétraient. Conscients de la perte cruelle que nous éprouvons, nous, ses amis et camarades, ainsi que le mouvement syndicaliste et libertaire.

R. CHENARD.

Cet article est paru en 1949 dans « Défense de l'homme ».

La société abstraite

L'erreur de A. Zijderveld, c'est de croire, comme bien d'autres sociologues et psychologues, à la fatalité de l'antinomie individu - société (Freud, que l'auteur critique par ailleurs, avait commis la même erreur). Cette antinomie n'est pas « naturelle » ; elle a été créée artificiellement tout au long de l'Histoire par des systèmes sociaux fondés sur l'esprit d'autocratie et de dépendance. Une nouvelle société est possible où la personnalité ne sera plus divisée, mais unifiée, où l'individu résoudra, en relation avec les autres, les problèmes posés par la vie. Ce ne sera d'ailleurs pas une société ludique et paradisiaque comme l'envisagent Marcuse et certains gauchistes, parce que la vie pose toujours de nouvelles questions et parce que l'homme est un créateur qui aime découvrir des solutions. Quand en finira-t-on avec cette erreur, induite en nous par notre milieu, que l'homme est un être naturellement paresseux et antisocial ? Tout homme aime l'activité, les responsabilités, l'effort, le dialogue fraternel ; les innombrables vestiges du passé, les découvertes scientifiques et techniques démontrent son pouvoir créateur ; et les preuves de ses capacités de solidarité d'amitié et d'amour sont innombrables (nous les ignorons parce que les médias ne mettent en valeur que les conflits et les tragédies) ; mais ses potentialités de créativité et d'amitié pourraient être centuplées si elles n'étaient pas *inhibées* dès l'enfance ; si l'on ne cultivait pas à plaisir les possibilités compensatoires au conflit et à la destruction.

La société nouvelle d'hommes créatifs, nous pouvons commencer à la construire dès aujourd'hui en multipliant les groupes où l'on crée ensemble, où l'on vit ensemble des relations égalitaires. Seule la fraternité authentique et vécue, seul le partage des biens, des sentiments et des idées peuvent combler le vide qu'ont creusé la chute des croyances et des anciennes valeurs et la dépersonnalisation de la vie ; à condition que ces groupes d'éducation et d'autoformation deviennent à leur tour des groupes d'éducation et de formation ; c'est-à-dire qu'ils entraînent la formation d'autres groupes : les aspirations existent, notre tâche est d'aider à leur éclosion.

Mathilde NIEL.

(1) The Abstract Society — A cultural analysis of our Time. Aton C. Zijderveld - Penguin Books.

L'énergie nucléaire

Y'EN A PLUS POUR LONGTEMPS !

« Ainsi ceux qui prennent aujourd'hui des décisions dans le domaine de l'énergie nucléaire engagent le sort de l'humanité tout entière pour des millénaires. »

(GOFFMAN.)

Y'EN A PLUS POUR LONGTEMPS !

Dans une société où l'industrie nucléaire et le capitalisme empoisonnent notre vie, il est temps d'activer le procédé de renversement. Ils se foutent vraiment du sort des générations futures qui seront ulcérées par des mutations génétiques. Les malformations congénitales et déficiences mentales seront choses courantes dans un monde conduit par le nucléaire.

L'importance « des fuites » dans les centrales, les moyens d'éliminer les déchets radioactifs, les risques d'accidents très graves sont des problèmes restés sans solution. « L'électricité, énergie propres », slogan de l'E.D.F., est un mensonge car faudrait pas oublier que les produits d'oxydation des combustibles sont rejetés dans l'atmosphère : produits à base de soufre et de carbone.

Malgré les utilisations thérapeutiques de la radio-activité (le cobalt radioactif est employé contre les tumeurs cancéreuses) celle-ci provoque un nombre important de maladies : la leucémie causée par les traitements médicaux aux rayons X, le cancer des os chez les ouvriers fabriquant des cadrans lumineux... et j'en passe. De plus, lors de la construction d'une centrale, les normes de sécurité ne sont pas respectées : ainsi la centrale de Tihange en Belgique se situe à moins de 10 kilomètres des habitations. Il suffirait d'une perte de 3 % de la radio-activité d'une pile atomique pour contaminer entièrement un territoire équivalent à celui de la Belgique. Notre équilibre écologique est menacé.

LES REACTEURS NUCLEAIRES

Ils servent, en principe, à provoquer une réaction de fission en chaîne contrôlable et à capter l'énergie qui s'en dégage. Le matériau essentiel fonctionnant comme combustible est constitué par « l'uranium enrichi ». Cet uranium n'offre pas aux neutrons (1) la possibilité de scinder un autre noyau d'uranium 235. Il faut ralentir ces neutrons par l'emploi de modérateur ; le graphite, l'eau lourde ou légère... On utilise souvent l'eau légère qui prend l'énergie thermique au cœur du réacteur mais il est certain, vu son rôle de modérateur de neutrons, que cette eau sera fortement radio-active.

C'est pourquoi les réacteurs présentent un double système de refroidissement : circuits primaire et secondaire. La réaction en chaîne est donc obtenue et cette énergie se transforme en électricité. Il est possible d'arrêter ou de modifier cette réaction.

Le refroidissement du réacteur est capital car son interruption causée par accident ou erreur humaine provoque de graves perturbations.

Une solution doit être trouvée, si la panne affecte le circuit primaire, dans la minute qui suit ou le cœur du réacteur commence à fondre et la pression de la vapeur pourrait faire éclater les enveloppes ce qui provoquerait la dispersion dans l'environnement des gaz radio-actifs. Lors de tests réalisés, jamais une quantité suffisante d'eau ne parvint au cœur du réacteur assez vite afin d'éviter la catastrophe. Encore un effort et nous crèverons tous !

UNE MORT IRRADIEE

Les effets d'une telle catastrophe ne seraient pas immédiats mais cette radio-activité ainsi répandue dans l'atmosphère contaminerait toute source de vie. L'irradiation serait irréversible

Alain DUVEAU

et divers cancers apparaîtraient. Les services médicaux américains ont constaté une augmentation alarmante de maladies ou malformations dans le voisinage des centrales :

Leucémies, augmentations de 270 % à 600 %.

Fausse couches, augmentations de 162 % à 600 %.

Déficiences mentales, augmentations de 240 % à 310 %.

Ces chiffres augmentent quand l'activité nucléaire-explosions atomiques reprend.

Si un accident de ce type survenait lors d'une inversion de température, les dégâts corporels et effets mortels pour une libération seulement de 5 % des produits de fission s'étendraient de 60 à 100 kilomètres à la ronde. Il ne faut pas oublier les conséquences économiques et sociales de graves irradiations. Le ravitaillement des régions sinistrées serait impossible vu la contamination. Toute centrale absorbe une quantité d'eau considérable et la rejette après utilisation la rendant impropre à la consommation.

La durée de rayonnement des radio-isotopes ne permet aucun espoir pour une décontamination rapide : uranium 235 a une période de 713.000.000 d'années, plutonium 239 : 24.000 années, radium 226 : 1.620 années...

Il serait urgent de « limiter » ces radio-isotopes qui contaminent notre biosphère et dépassent les normes de sécurité fixées par les commissions internationales. Le physicien Goffman conteste ces normes et certifie que : « Dans l'industrie, l'étanchéité n'est jamais totale : quelles que soient les précautions prises, un certain pourcentage des produits traités se répand dans l'environnement... Le Con-

seil Fédéral des Radiations stipule que la dose dispersée ne devra pas dépasser 0,17 rad par an et par citoyen américain, c'est-à-dire cinq rads par personne de la naissance jusqu'à l'âge de trente ans. Or, nos calculs ont fait apparaître qu'un rad augmente toutes les formes de cancer de 2 %... Nous avons calculé que cette pollution autorisée pouvait provoquer de 150.000 à 1.500.000 morts supplémentaires par an ». De tels risques ne se justifient en aucun cas.

LES DECHETS RADIO-ACTIFS

L'industrie nucléaire produit des déchets radio-actifs qui sont indestructibles. On les enferme dans des containers qu'on largue

La politique de l'offre et la demande est conditionnée par une avalanche publicitaire incitant le consommateur à une dépense considérable d'énergie pour certains appareils peu utiles. Ce phénomène est complexe car nous entrons dans une « crise » de surproduction d'électricité et il faut penser électricité, acheter électricité...

Ces entreprises ne sont pas rentables — sauf pour quelques-uns et cela au détriment de la santé des autres — vu les frais d'entretiens énormes, les salaires des techniciens, les matériaux, et après vingt-cinq ans d'activité elles seront inutilisables.

Quant à la crise de l'énergie (s'il y a une crise !) elle est le résultat d'un gaspillage lié au déve-

SOURCES D'ENERGIE

Elles donneraient une exploitation non polluante :

— éolienne : s'appuyant sur les vents, source limitée mais non négligeable ;

— géothermique : chaleur de la terre, limitée, mais serait régulière et économique ;

— marémotrice : utilisation de la force motrice des marées, mais pose certains problèmes écologiques ;

— maréthermique : principe de chaleur, économique ;

— magnétohydrodynamique : « Accélération au travers d'un champ magnétique très intense de gaz portés à haute température... la propulsion de gaz chauds au travers d'un champ magnétique produit de l'électricité... » ;

— énergie solaire : pas de pollution ni épuisement. Le « peu » d'énergie solaire arrivant sur notre planète suffit largement mais il faudrait pouvoir la répartir et la stocker. Elle est environ 700 fois plus élevée que celle utilisée par l'homme. Une lutte permanente est engagée.

STOPPE OU CREVE !

Le mythe de l'atome « pacifiste » au service de l'humanité est fait pour les cons. L'industrie nucléaire fournit toujours de l'uranium enrichi aux militaires pour leurs « feux d'artifice » et les industriels font des bénéfices fabuleux.

Rappelons que « Chaque explosion nucléaire provoquera la mort de 500.000 enfants nés ou à naître » (3). Le « Rapport Brookhaven » a étudié l'Accident Maximal hypothétique pour un réacteur de 150 MW (à titre d'information la centrale de Tihange fait 870 MW) et il en tire les résultats suivants :

— 19.000 morts, 24.000 blessés, 2.600.000 évacués ;

— surface contaminée : rayon de 200 à 800 kilomètres.

Face à de tels chiffres, une alternative : stopper l'activité nucléaire ou crever à brève échéance.

Refusons la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Développons les recherches sur diverses énergies moins polluantes.

Apportons notre soutien aux organisations luttant contre les rayonnements ionisants (4).

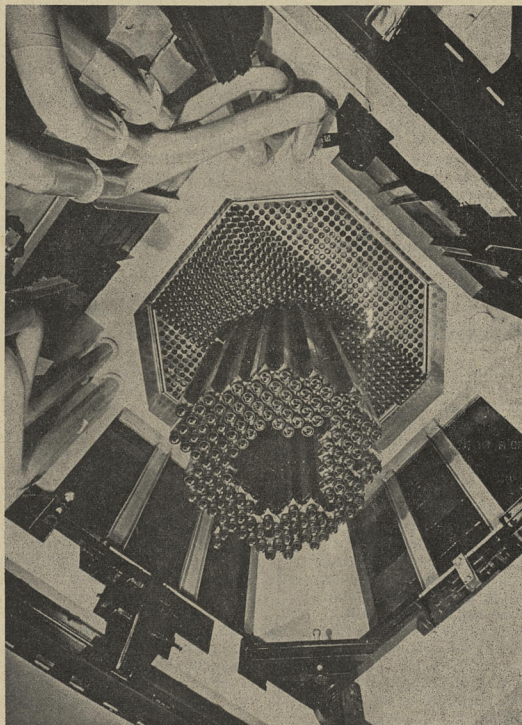
(1) Neutron : particule démunie de charge électrique et constituant les noyaux d'atome. Il est d'ailleurs instable et employé à l'irradiation des atomes.

(2) Chiffres parus fin 72.

(3) Déclaration de Linus Pauling.

(4) Apri-France et Apri-Belgique.

Divers renseignements édités par ces organisations ont contribué à la réalisation de cet article.



Le cœur d'une centrale nucléaire

pour la plupart dans les mers. Les radiations passent toujours : soit par petites doses ou en une seule fois et entraînent une destruction de la faune. Il y a environ 40.000 de ces containers dans le golfe de Gascogne et 70.000 dans l'Atlantique (2).

Cette radio-activité frappe aussi la main-d'œuvre de toute centrale et le nombre de cancers pour ces employés est en nette augmentation par rapport aux années précédentes.

Nous allons vers une civilisation du déchet.

CRISE DE L'ENERGIE...

Les promoteurs justifient de telles installations par les arguments suivants : politique de l'offre et la demande, crise de l'énergie...

lancement militaire des nations en collaboration avec les marchands d'électricité. Diverses ressources ne sont pas encore épuisées mais cela rapporte beaucoup plus pour une poignée d'individus d'exploiter certaines matières polluantes.

La fission de l'atome pose un problème de survie et est à l'image d'une société sujette à la névrose générale, à une criminalité croissante. L'homme et la femme traversent de graves problèmes existentiels provoqués par un déséquilibre biologique.

Par contre signalons que diverses sources d'énergie permettraient de résoudre un problème de plus en plus délicat pour les chercheurs et rétabliraient une partie de ce déséquilibre. Ne jouons plus le jeu !